

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL  
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES  
ET DE ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1944

3<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SEMAINE

PARIS

PARIS, 1944.

ÉDITIONS D'ÉTAT

1944. — 1945. — 1946. — 1947. — 1948.

1949. — 1950. — 1951. — 1952. — 1953.



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL  
FONDÉ EN 1861

---

Directeur : LOUIS JACOB

ARCHIVISTE PALÉOGRAPHIE

Ancien Attaché au Ministère des Affaires étrangères

---

LI<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT DIX-HUIT



PARIS

---

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

24714594

2309171404910

2020-07-20 10:00

University of Illinois Library

REPRODUCED WITH THE PERMISSION OF

THE LIBRARY

2020-07-20 10:00

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library



PRINTED

IN GERMANY

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

51<sup>e</sup> ANNÉE

N<sup>o</sup>s 3-4-5

MARS-AVRIL-MAI 1911

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

ITALIE — NORWÈGE

**Convention d'arbitrage entre l'Italie et la Norvège**

*4 Décembre 1910.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et sa Majesté le Roi de Norvège désirant, en application des principes énoncés dans les articles 37-40 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à la Haye le 18 octobre 1907, entrer en négociations pour la conclusion d'une Convention d'arbitrage obligatoire, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. le marquis Antonino Di San Giuliano, son ministre des affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Thor von Ditten, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rome ;

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage les différends qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par des négociations diplomatiques directes, pour autant qu'ils ne touchent, ni à l'indépendance, ni à l'intégrité des pays respectifs.

## ARTICLE 2.

Chaque Partie restera juge de la question de savoir si le différend qui se sera produit, touche à l'indépendance ou à l'intégrité de son pays, et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

## ARTICLE 3.

Pour la solution des différends, qui d'après l'article 1 sont de nature à être soumis à l'arbitrage, les Hautes Parties contractantes ou l'une d'elles, s'adresseront à la Cour permanente d'arbitrage, à moins qu'elles ne tombent d'accord, par compromis spécial, pour soumettre les dits différends à un autre tribunal, ou à des arbitres spéciaux.

## ARTICLE 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas faire valoir des exceptions d'après l'article 1 lorsqu'il s'agit : 1<sup>o</sup> de l'interprétation ou de l'application des conventions, de n'importe quelle nature, conclues ou à conclure entre elles ; 2<sup>o</sup> de réclamations pécuniaires du chef de dommages subis par l'une des Hautes Parties contractantes, ou par ses ressortissants, par le fait des autorités de l'autre Partie, lorsque l'obligation de l'indemnité aura été reconnue en principe.

La question de savoir si le différend qui se serait produit est de nature à être soumis à l'arbitrage obligatoire d'après les dispositions contenues dans cet article, sera soumise également, en cas de désaccord des Parties, au jugement arbitral.

## ARTICLE 5.

La présente Convention recevra son application même si les différends qui viendraient à se produire avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

## ARTICLE 6.

Lorsqu'il y aura lieu de procéder à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissoires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux ; et, si elles ne tombent pas d'accord sur la manière d'arrêter le compromis dont il est question à l'article 52 de la Convention, la Cour permanente sera autorisée à l'établir en tenant compte des articles 53 et 54.

## ARTICLE 7.

S'il y a lieu, la sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

## ARTICLE 8.

La présente Convention restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par écrit par les Hautes Parties contractantes ou par une d'elles ; et, dans ce cas, la dénonciation ne produira d'effets qu'un an après qu'elle aura été reçue.

## ARTICLE 9.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et les ratifications seront échangées à Rome.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 4 décembre 1910.

(L. S.) V. DITTEL.

(L. S.) DI SAN GIULIANO.

---

## ITALIE — PAYS-BAS

**Traité général d'arbitrage entre l'Italie et les Pays-Bas.***20 novembre 1909.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, s'inspirant des principes de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899, et désirant consacrer notamment le principe de l'arbitrage obligatoire dans leurs rapports réciproques par un accord général de la nature visée à l'article 19 de la dite Convention, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. Tommaso Tittoni, Sénateur du Royaume, Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. Jonkheer Henri de Weede, Envoyé Extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'Arbitrage tous les différents, qui viendraient à s'élever entre Elles, et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, et cela même dans le cas où ces différends auraient leur origine dans des faits antérieurs à la conclusion de la présente Convention.

**ARTICLE 2.**

En chaque cas particulier les Hautes Parties Contractantes signent un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou du tribunal arbitral, le mode de sa désignation, son siège, la langue dont il fera usage et celles dont l'emploi sera utilisé devant lui, le montant de la somme, que chacune des Hautes Parties aura à déposer à titre d'avance pour les frais, ainsi que les règles à observer en ce qui concerne les

formalités et les délais de la procédure, et, généralement, toutes conditions dont Elles seront convenues.

#### ARTICLE 2.

Si un accord à ce sujet avait été vainement essayé, même une seule des Parties pourra adresser à la Cour Permanente d'Arbitrage la requête d'établir le compromis.

Dans ce cas le compromis sera établi par une Commission composée de cinq membres, désignés de la manière prévue à l'article 24, alinéa 3, 4 et 5 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 et des dispositions de l'article 45, alinéa 3, 4, 5 et 6 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, aussitôt qu'elle sera entrée en vigueur entre les Parties Contractantes.

Le cinquième membre est de droit Président de la Commission.

Cette Commission fonctionnera elle-même comme tribunal d'arbitrage.

#### ARTICLE 4.

Si un accord ne pouvait s'établir aux effets de l'article précédent, alinéa 2, la désignation d'un arbitre unique ou d'un tribunal arbitral sera déférée, sur requête des deux Parties ou de l'une d'Elles, à Sa Majesté le Roi de Suède.

Le choix des arbitres sera fait sur la liste des Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage en dehors des Membres désignés par les Parties et n'étant des nationaux d'aucune d'Elles.

Le tribunal ou l'arbitre ne pourra siéger dans les territoires d'aucune des Parties ; il jugera sur la base des prétentions qui lui auront été soumises.

#### ARTICLE 5.

Une demande de révision de la sentence arbitrale sera admise conformément aux dispositions de l'article 55, alinéa 2 et 3 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux de 1899, reproduites à l'article 83, alinéa 2 et 3 de la même Convention du 18 octobre 1907, dans le délai qui sera fixé par le tribunal ou par l'arbitre.

#### ARTICLE 6.

Dans les questions du ressort des autorités judiciaires nationales, selon les lois territoriales, les Parties Contractantes ont le droit de ne pas soumettre le différend au jugement arbitral, jusqu'à ce que

la juridiction nationale compétente ne se soit prononcée définitivement, sauf le cas de déni de justice.

#### ARTICLE 7.

Sauf les dispositions ci-dessus indiquées, la procédure arbitrale sera réglée par les dispositions établies par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 et de celle du 18 octobre 1907 aussitôt qu'elle sera entrée en vigueur entre les Parties Contractantes.

#### ARTICLE 8.

Le présent Traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et les actes de ratification seront échangés à Rome.

Il aura une durée de dix ans à partir de l'échange des ratifications.

S'il n'est dénoncé six mois avant son échéance, il sera censé être renouvelé pour une période de dix ans et ainsi de suite.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 20 novembre 1909.

(L. S.) H. DE WEEDE.

(L. S.) TITTONI.

---

### Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes.

*Signé à Paris le 4 mai 1910*

Les Gouvernements des puissances désignées ci-après, également désireux de faciliter, dans la mesure de leurs législations respectives, la communication mutuelle de renseignements en vue de la recherche et de la répression des délits relatifs aux publications obscènes, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont, en conséquence, désigné leurs plénipotentiaires, qui se sont réunis en Conférence, à Paris, du 18 avril au 4 mai 1910, et se sont convenus des dispositions suivantes :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1<sup>o</sup> De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière d'écrits, dessins, images ou objets obscènes, et dont les éléments constitutifs ont un caractère international;

2<sup>o</sup> De fournir des renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation des publications ou objets visés au paragraphe précédent comme aussi d'en assurer et d'en accélérer la saisie, le tout dans les limites de la législation interne;

3<sup>o</sup> De communiquer les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet du présent Arrangement.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement par l'entremise du Gouvernement de la République française, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

#### ARTICLE 2.

L'autorité désignée à l'article 1<sup>er</sup> aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

#### ARTICLE 3.

L'autorité désignée à l'article 1<sup>er</sup> sera tenue si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1<sup>er</sup>.

#### ARTICLE 4.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi l'Etat contractant.

#### ARTICLE 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des Etats contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncé.

#### ARTICLE 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les rectifications en seront déposées à Paris dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

#### ARTICLE 7.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa premier du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

#### ARTICLE 8.

Le présent Arrangement qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signé à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des puissances représentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Fait à Paris, le quatre mai 1910, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

Pour la Grande-Bretagne :	(L. S.)	E. W. FARNALL.
	(L. S.)	F. S. BULLOCK.
	(L. S.)	G. A. AITKEN.
Pour l'Allemagne :	(L. S.)	ALBRECHT LENTZE.
	(L. S.)	CURT JOEL.
Pour l'Autriche et pour la Hongrie	(L. S.)	A. NEMES, <i>charge d'affaires d'Autriche Hongrie.</i>
Pour l'Autriche :	(L. S.)	J. EICHHOF, <i>Conseiller de Section Impérial Royal autrichien.</i>
Pour la Hongrie :	(L. S.)	G. LERS, <i>Conseiller ministériel royal hongrois.</i>
Pour la Belgique :	(L. S.)	JULES LEJEUNE.
	(L. S.)	ISIDORE MAUS.
Pour le Brésil :	(L. S.)	J. C. DE SOUZA BANDEIRA.
Pour le Danemarck :	(L. S.)	C. E. COLD.
Pour l'Espagne :	(L. S.)	OCTAVIO CUARTERO.
Pour les États-Unis :	(L. S.)	A. BAILLY-BLANCHARD.
Pour la France :	(L. S.)	R. BÉRENGER.
Pour l'Italie :	(L. S.)	J. C. BRUZZATTI.
	(L. S.)	GEROLAMO CALVI.
Pour les Pays-Bas :	(L. S.)	A. DE STUERS.
	(L. S.)	RETHAAN MACARE.
Pour le Portugal :	(L. S.)	Comte DE SOUZA ROZA.
Pour la Russie :	(L. S.)	ALEXIS DE BELGARDE.
	(L. S.)	WLADIMIR DERUGINSKY.
Pour la Suisse :	(L. S.)	LARDY.

---

*Procès-verbal de dépôt de Ratifications sur l'Arrangement relatif à la Répression de la circulation des Publications obscènes, signé à Paris, le 4 mai 1910.*

En exécution de l'article 6 de l'Arrangement international du 4 mai 1910, les soussignés se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères à Paris pour procéder au dépôt des Ratifications et les remettre au gouvernement de la République française.

## Les instruments des Ratifications :

1. De Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes ;
2. De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
3. De Son Excellence le Président des États-Unis d'Amérique ;
4. De Sa Majesté le Roi des Belges ;
5. De Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
6. De M. le Président de la République Française ;
7. De Sa Majesté le Roi d'Italie ;
8. Du Conseil fédéral Suisse,

ont été produit et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de la République française pour être déposés dans les Archives du Département des Affaires Etrangères

Conformément aux dispositions de l'article précité, le Gouvernement français donnera avis aux Puissances contractantes des dépôts successifs des Instruments, des Ratifications des Etats signataires de l'Arrangement qui n'ont pas été en mesure de procéder aujourd'hui à cette formalité.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 15 mars 1911.

Pour la Grande-Bretagne : (L. S.) FRANCIS BERTIE.

Pour l'Allemagne : (L. S.) SCHOEN.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : (L. S.) A. BAILLY-BLANCHARD

Pour la Belgique : (L. S.) GUILLAUME.

Pour l'Espagne : (L. S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour la République française : (L. S.) JEAN CRUPPI.

Pour l'Italie : (L. S.) TITTONI.

Pour la Suisse : (L. S.) LARDY.

## NOUVELLE-ZÉLANDE — FRANCE

**Convention concernant l'Échange des Mandats de Poste entre la Nouvelle-Zélande et la France.**

*Signée à Paris le 1<sup>er</sup> décembre 1909.*

SA Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les envois d'argent entre la Nouvelle-Zélande et la France à l'aide de mandats-postaux, ont, à cet effet, résolu de signer une Convention, et, en conséquence, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Bertie, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Et le Président de la République Française :

M. Stephen Pichon, Sénateur, Ministre des Affaires Etrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Des envois de fonds pourront être faits, au moyen de mandats de poste, tant de la Nouvelle-Zélande pour la France et l'Algérie, que de la France et de l'Algérie pour la Nouvelle-Zélande.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de 40 livres sterlings ou l'équivalent de cette somme en monnaie française.

Toutefois, les deux administrations pourront ultérieurement modifier ce maximum, si, d'un commun accord, elles en reconnaissent la nécessité.

**ARTICLE 2.**

Il sera perçu pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe qui sera déterminée par l'Administration du pays d'origine et qui sera à la charge de l'expéditeur des fonds.

Cette charge ne devra pas, toutefois, dépasser en moyenne un et un quart pour cent (1 et 1/4 pour cent) des sommes rondes qui formeront les degrés de l'échelle de perception.

Sont exempts de toute taxe les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

### ARTICLE 3.

L'Administration du pays d'origine tiendra compte à l'Administration du pays de destination d'un droit fixé à la moitié d'un pour cent (1/2 pour cent) du montant total des mandats tirés par la première sur la seconde, déduction faite des mandats officiels.

### ARTICLE 4.

Le montant des mandats sera versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en monnaie d'or ou en quelque autre monnaie légale de même valeur courante.

Toutefois, au cas où, dans l'un des deux pays, circulerait un papier-monnaie ayant cours légal, mais d'une valeur inférieure à celle de l'or, l'Administration de ce pays aurait la faculté de la recevoir et de l'employer elle-même dans ses rapports avec le public, sous réserve de tenir compte de la différence du cours.

### ARTICLE 5.

Chacune des deux Administrations déterminera, à son gré, le taux de la conversion applicable aux mandats émis par elle.

### ARTICLE 6.

Les mandats délivrés par les bureaux de poste néo-zélandais ou français, en exécution de la présente Convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe résultant de l'article 2 ci-dessus, sauf les exceptions ci-après :

1<sup>o</sup> Une seconde commission pourra être perçue sur le destinataire pour les duplicata de mandats perdus, pour renouvellement de mandats périmés ou pour tout autre service spécial rendu à la requête des destinataires ;

2<sup>o</sup> Le déposant d'un mandat pourra obtenir un avis de paiement de ce mandat, en versant d'avance au profit exclusif de l'administration du pays d'émission un droit fixe n'excédant pas la

taxe réclamée dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées.

#### ARTICLE 7.

Les deux administrations dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes des sommes qu'elles auront à se rembourser réciprocurement, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre et dans le délai dont les deux administrations conviendront.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai, jusqu'au jour de l'envoi de la somme due. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 pour cent l'an et seront portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

#### ARTICLE 8.

Les sommes encaissées par chacune des deux administrations en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants-droit, dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine seront définitivement acquises à l'administration de ce pays.

#### ARTICLE 9.

Les deux administrations désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux autorisés à délivrer et à payer les mandats qui seront émis en vertu de la présente Convention. Elles régleront, d'un commun accord, la forme et le mode de transmission des mandats susmentionnés, la forme des comptes désignés dans l'article 7 et toutes autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

#### ARTICLE 10.

Chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement en totalité ou en partie le service des mandats organisé par la présente Convention, à condition d'en donner immédiatement avis au besoin par le télégraphe, à l'autre administration.

## ARTICLE II.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise en exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront après avoir été promulguée conformément aux lois respectives des deux pays et elle demeurera obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1909.

(L. S.) FRANCIS BERTIE.  
(L. S.) S. PICHON.

---

**Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage.**

*Signée à Bruxelles, le 23 Septembre 1910.*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; le Président de la République Argentine ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie : pour l'Autriche et pour la Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; le Président des Etats-Unis du Brésil ; le Président de la République du Chili ; le Président de la République de Cuba ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; le Président des Etats-Unis Mexicains ; le Président de la République de Nicaragua ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Président de la République de l'Uruguay ;

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'abordage, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, etc...

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

En cas d'abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, les indemnités dues à raison des dommages causés aux navires, aux choses ou personnes se trouvant à bord sont réglées conformément aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où l'abordage s'est produit.

#### ARTICLE 2.

Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure ou s'il y a doute sur les causes de l'abordage, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés.

Cette disposition reste applicable dans le cas où, soit les navires, soit l'un d'eux, sont au mouillage au moment de l'accident.

#### ARTICLE 3.

Si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui l'a commise.

#### ARTICLE 4.

S'il y a faute commune, la responsabilité de chacun des navires est proportionnelle à la gravité des fautes respectivement commises ; toutefois si, d'après les circonstances, la proportion ne peut pas être établie ou si les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parts égales.

Les dommages causés soit aux navires, soit à leurs cargaisons, soit aux effets ou autres biens des équipages, des passagers ou d'autres personnes se trouvant à bord, sont supportés par les navires en faute, dans ladite proportion, sans solidarité à l'égard des tiers.

Les navires en faute sont tenus solidairement à l'égard des tiers pour les dommages causés par mort ou blessures, sauf recours de celui qui a payé une part supérieure à celle que, conformément à l'alinéa premier du présent article, il doit définitivement supporter.

Il appartient aux législations nationales de déterminer, en ce qui concerne ce recours, la portée et les effets des dispositions contrac-

tuelles ou légales qui limitent la responsabilité des propriétaires de navires à l'égard des personnes se trouvant à bord.

#### ARTICLE 5.

La responsabilité établie par les articles précédents subsiste dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque celui-ci est obligatoire.

#### ARTICLE 6.

L'action en réparation des dommages subis par suite d'un abordage n'est subordonnée ni à un prétot, ni à aucune autre formalité spéciale.

Il n'y a point de présomptions légales de faute quant à la responsabilité de l'abordage.

#### ARTICLE 7.

Les actions en réparation de dommages se prescrivent par deux ans à partir de l'évènement.

Le délai pour intenter les actions en recours admises par l'alinéa 3 de l'article 4 est d'une année. Cette prescription ne court que du jour du paiement.

Les causes de suspension et d'interruption de ces prescriptions sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législations, comme prorogeant les délais ci-dessus fixés, le fait que le navire défendeur n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

#### ARTICLE 8.

Après un abordage, le capitaine de chacun des navires entrés en collision est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage et ses passagers, de prêter assistance à l'autre bâtiment, à son équipage et à ses passagers.

Il est également tenu dans la mesure du possible de faire connaître à l'autre navire le nom et le port d'attache de son bâtiment, ainsi que les lieux d'où il vient et où il va.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison de la seule contravention aux dispositions précédentes.

#### ARTICLE 9.

Les hautes parties contractantes, dont la législation ne réprime

pas les infractions à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient réprimées.

Les hautes parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois et les règlements qui auraient déjà été édictés, ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats pour l'exécution de la disposition précédente.

#### ARTICLE 10.

Sous réserve de conventions ultérieures, les présentes dispositions ne portent point atteinte aux règles sur la limitation de responsabilité des propriétaires de navires, telles qu'elles sont établies dans chaque pays, non plus qu'aux obligations résultant du contrat de transport ou de tous autres contrats.

#### ARTICLE 11

La présente convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

#### ARTICLE 12.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés, lorsque tous les navires en cause seront ressortissants aux Etats des hautes parties contractantes et dans tous les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1<sup>o</sup> Qu'à l'égard des intéressés ressortissants d'un Etat non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des Etats contractants à la condition de réciprocité.

2<sup>o</sup> Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la convention qui est applicable.

#### ARTICLE 13.

La présente convention s'étend à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission d'une manœuvre, soit par inobservation des règlements, un navire a causés soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à leur bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

#### ARTICLE 14.

Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté de pro-

voquer la réunion d'une nouvelle conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées, et notamment d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence dans les six mois.

#### ARTICLE 15.

Les Etats qui n'ont pas signé la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres parties contractantes ; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge.

#### ARTICLE 16.

La présente Convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des hautes parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur.

Les ratifications seront, le cas échéant, déposées immédiatement à Bruxelles et la convention produira ses effets un mois après ce dépôt.

Le protocole restera ouvert pendant une autre année en faveur des Etats représentés à la Conférence de Bruxelles. Passé ce délai, ils ne pourraient qu'y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 15.

#### ARTICLE 17.

Dans le cas où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes dénoncerait la présente convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après le jour où elle aurait été notifiée au Gouvernement belge, et la convention demeurerait en vigueur entre les autres parties contractantes.

#### ARTICLE ADDITIONNEL

Par dérogation à l'article 16 qui précède, il est entendu que la disposition de l'article 5 fixant la responsabilité dans le cas où

l'abordage est causé par la faute d'un pilote obligatoire, n'entrera de plein droit en vigueur que lorsque les hautes parties contractantes se seront mises d'accord sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des hautes parties contractantes respectives ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

---

### **Convention pour l'unification de certaines Règles en matière d'Assistance et de Sauvetage maritimes.**

*Signée à Bruxelles le 23 Septembre 1910.*

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; le Président de la République Argentine ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, pour l'Autriche et pour la Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; le Président des Etats-Unis du Brésil ; le Président de la République du Chili ; le Président de la République de Cuba ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président de la République française ; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; le Président des Etats-Unis Mexicains ; le Président de la République de Nicaragua ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Président de la République de l'Uruguay ;

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir, etc...

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'assistance et le sauvetage des navires de mer en danger, des chosse se trouvant à bord, du fret et du prix de passage, ainsi que les services

de même nature rendus entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure sont soumis aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à distinguer entre ces deux sortes de services et sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où ils ont été rendus.

#### ARTICLE 2.

Tout fait d'assistance ou de sauvetage ayant eu un résultat utile donne lieu à une équitable rémunération.

Aucune rémunération n'est due si le secours prêté reste sans résultat utile.

En aucun cas, la somme à payer ne peut dépasser la valeur des choses sauvées.

#### ARTICLE 3.

N'ont droit à aucune rémunération les personnes qui ont pris part aux opérations de secours malgré la défense expresse et raisonnable du navire secouru.

#### ARTICLE 4.

Le remorqueur n'a droit à une rémunération pour l'assistance ou le sauvetage du navire par lui remorqué ou de sa cargaison que s'il a rendu des services exceptionnels ne pouvant être considérés comme l'accomplissement du contrat de remorquage.

#### ARTICLE 5.

Une rémunération est due encore que l'assistance ou le sauvetage ait eu lieu entre navires appartenant au même propriétaire.

#### ARTICLE 6.

Le montant de la rémunération est fixé par la convention des parties et, à défaut par le juge.

Il en est de même de la proportion dans laquelle cette rémunération doit être répartie entre les sauveteurs.

La répartition entre le propriétaire, le capitaine, et les autres personnes au service de chacun des navires sauveteurs sera réglée par la loi nationale du navire.

#### ARTICLE 7.

Toute convention d'assistance et de sauvetage passée au moment et sous l'influence du danger peut, à la requête de l'une des parties,

être annulée ou modifiée par le juge, s'il estime que les conditions convenues ne sont pas équitables.

Dans tous les cas, lorsqu'il est prouvé que le consentement de l'une des parties a été vicié par dol ou réticence, ou lorsque la rémunération est, de façon exclusive dans un sens ou dans l'autre, hors de proportion avec le service rendu, la convention peut être annulée ou modifiée par le juge à la requête de la partie intéressée.

#### ARTICLE 8.

La rémunération est fixée par le juge selon les circonstances en prenant pour base : (a) en premier lieu, les succès obtenus, les efforts et le mérite de ceux qui ont prêté secours, le danger couru par le navire assisté, par les passagers et son équipage, par la cargaison, par les sauveteurs et par le navire sauveteur, le temps employé, les frais de dommages subis, et les risques de responsabilité et autres courus par les sauveteurs, la valeur du matériel exposé par eux, en tenant compte, le cas échéant, de l'appropriation spéciale du navire assistant ; (b) en second lieu, la valeur des choses sauvées.

Les mêmes dispositions s'appliquent à la répartition prévue à l'article 6, alinéa 2.

Le juge peut réduire ou supprimer la rémunération s'il apparaît que les sauveteurs ont, par leur faute, rendu nécessaire le sauvetage ou l'assistance ou qu'ils se sont rendus coupables de vols, recels ou autres actes frauduleux.

#### ARTICLE 9.

Il n'est dû aucune rémunération par les personnes sauvées, sans que, cependant, il soit porté atteinte aux prescriptions des lois nationales à cet égard.

Les sauveteurs de vies humaines qui sont intervenus à l'occasion de l'accident, ayant donné lieu au sauvetage ou à l'assistance, ont droit à une équitable part de la rémunération accordée aux sauveteurs du navire, de la cargaison et de leurs accessoires.

#### ARTICLE 10.

L'action en payement de la rémunération se prescrit par deux ans, à partir du jour où les opérations d'assistance ou de sauvetage sont terminées.

Les causes de suspension et d'interruption de cette prescription sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législations, comme prorogeant le délai ci-dessus fixé, le fait que le navire assisté ou sauvé n'a pu être saisi dans les eaux

territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

#### ARTICLE 11.

Tout capitaine est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage, ses passagers, de prêter assistance à toute personne, même ennemie, trouvée en mer en danger de se perdre.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison des contraventions à la disposition précédente.

#### ARTICLE 12.

Les hautes parties contractantes, dont la législation ne réprime pas l'infraction à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour que cette infraction soit réprimée.

Les hautes parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois ou règlements qui auraient déjà été édictés, ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats pour l'exécution de la disposition qui précède.

#### ARTICLE 13.

La présente convention ne porte pas atteinte aux dispositions des législations nationales ou des traités internationaux sur l'organisation de services d'assistance et de sauvetage par les autorités publiques ou sous leur contrôle, et notamment sur le sauvetage des engins de pêche.

#### ARTICLE 14.

La présente convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

#### ARTICLE 15.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés lorsque soit le navire assistant ou sauveteur, soit le navire assisté ou sauvé appartient à un Etat de l'une des hautes parties contractantes, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1. Qu'à l'égard des intéressés ressortissants d'un Etat non con-

tractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des Etats contractants à la condition de réciprocité ;

2. Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la convention qui est applicable ;

3. Que, sans préjudice des dispositions plus étendues lois nationales, l'article 11 n'est applicable qu'entre navires ressortissant aux Etats des hautes parties contractantes.

#### ARTICLE 16.

Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées et, notamment, d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence dans les six mois.

#### ARTICLE 17.

Les Etats qui n'ont pas signé la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, et, par celui-là, à chacun des Gouvernements des autres parties contractantes ; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par la Gouvernement belge.

#### ARTICLE 18.

La présente convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des hautes parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur.

Les ratifications seront, le cas échéant, déposées immédiatement à Bruxelles et la convention produira ses effets un mois après ce dépôt.

Le protocole restera ouvert pendant une autre année en faveur des Etats représentés à la Conférence de Bruxelles. Passé ce délai, ils ne pourraient qu'y adhérer, conformément aux dispositions d'article 17.

## ARTICLE 19.

Dans le cas où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes dénoncerait la présente convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'après un an après le jour où elle aurait été notifiée au Gouvernement belge et la convention demeurerait en vigueur entre les autres parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des hautes parties contractantes respectives ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 27 septembre 1910.

*Protocole de signature*

Au moment de procéder à la signature des conventions pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes conclues à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions desdites conventions seront applicables aux colonies et possessions des Puissances contractantes, sous les réserves ci-après :

1. Le Gouvernement allemand déclare résERVER ses résolutions au sujet de ses colonies. Il se réserve, pour chacune de celles-ci séparément, le droit d'adhérer aux conventions et de les dénoncer.

2. Le Gouvernement danois déclare se résERVER le droit d'adhérer auxdites conventions et de les dénoncer pour l'Islande et les colonies ou possessions danoises séparément.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique déclare se résERVER le droit d'adhérer auxdites conventions et de les dénoncer pour les possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique.

4. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique déclare se résERVER le droit d'adhérer auxdites conventions et de les dénoncer pour chacune des colonies, chacun des protectorats et territoires britanniques séparément, ainsi que pour l'Île de Chypre.

5. Le Gouvernement italien se résERVE d'adhérer ultérieurement aux conventions pour les dépendances et colonies italiennes.

6. Le Gouvernement des Pays-Bas se résERVE d'adhérer ultérieurement aux conventions pour les colonies et possessions néerlandaises.

7. Le Gouvernement portugais déclare se résERVER le droit d'adhérer ultérieurement aux conventions pour les colonies portugaises.

Ces adhésions pourront être notifiées soit par une déclaration générale comprenant toutes les colonies et possessions, soit par des

déclarations spéciales. Pour les adhésions et dénonciations, on observera éventuellement la procédure indiquée dans les deux conventions de ce jour. Il est entendu toutefois que lesdites adhésions pourront également être contractées dans le procès-verbal des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des conventions auxquelles il se rapporte.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DEPÈCHES, NOTES

---

ESPAGNE. — MAROC

### DOCUMENTS

#### **Extraits du Livre rouge espagnol relatif au Maroc (Madrid 1910).**

*Le chargé d'affaires d'Espagne à Tanger au Ministre d'Etat*

13 février 1908.

J'ai l'honneur de remettre entre les mains de votre Excellence la traduction d'une lettre du Prétendant Moulay-Hafid, qui fut remise, ainsi qu'à tous les autres agents consulaires, à notre Consul à Safi, par un oncle du Prétendant qui réside dans ce port. Le même Consul m'informe que le 6 du présent mois, une lettre de Moulay-Hafid fut lue à Mezquita, et qui annonçait que le Prétendant avait été proclamé à Fez et à Mequinez et qu'à cette occasion de grandes réjouissances publiques avaient eu lieu dans ces deux villes (1).

*Signé : ALEJANDRO PADILLA.*

### ANNEXE

#### *Traduction*

Au nom du Dieu clément et miséricordieux. Il n'y a pas de puissance et de force qu'en Dieu le Grand. (*Sceau de Abd el Hafid ben Hassan ben Mohammed*). A l'intelligent, à l'illustre consul de la nation

---

(1) Cf. *Livre jaune de 1908. Affaire du Maroc, tome IV*, p. 135, n° 155 et annexes. Lettre de Moulay-Hafid au Ministre de France et au Consul de France à Safi. (29 et 31 janvier 1908).

respectée Espagnole à Safi, la cité bien gardée par Dieu. Après avoir demandé de vos nouvelles, en souhaitant que votre santé continue toujours d'être bonne, Nous avons renouvelé nos lettres aux ambassadeurs des honorables puissances à Tanger — que Dieu la garde — et aussi à vous-même, pour vous informer du vif désir que nous avons de conserver la paix et la tranquillité en notre Empire du Maroc et les autres nations. Nous n'avons point cessé de proclamer ce désir et de protester vivement de notre volonté de conserver la paix et d'entretenir avec tous de bonnes relations.

Les troupes françaises sortirent et campèrent au centre du territoire de la Chaouya. Nous fîmes notre possible pour calmer l'esprit de la population, espérant recevoir la réponse de l'Ambassadeur honorable de votre nation.

Hier, les dites troupes, subitement, levèrent le camp et assaillirent les musulmans dans leur pays et territoire, les attaquèrent avec leur artillerie et firent perdre la vie à de nombreux musulmans, hommes, femmes et enfants, leur causant de grandes pertes dans leurs propriétés, le tout par la force et la violence. Les malheurs survenus furent d'autant plus grands que la population ne prévoyait pas un tel événement et ne pensait pas qu'il pût se produire confiante qu'elle était en nos ordres de déposer leurs armes et de se tranquilliser, puisque le Makhzen — que Dieu le fortifie — devait traiter la question en lieu convenable, avec les Ambassadeurs.

Tels sont des grands dommages qu'ont occasionnés au peuple marocain indépendant les troupes qui s'efforcent de propager les désordres dans ce pays. Quelle conférence permettrait que l'on causât d'aussi grands maux qu'aucune loi ni aucun raisonnement ne justifie, qu'aucune religion n'autorise ?

Nous vous informons des grands torts qui nous sont faits et par la voie de la justice nous protestons de nouveau, demandant, au nom du droit qui est réservé à tous les peuples indépendants que ce droit à l'indépendance soit respecté chez nous, car personne ne fait abandon de ses droits ni peut permettre de gaieté de cœur que ces droits soient violés.

Nous désirons que vous remettiez cette lettre en original, à l'Ambassadeur de votre honorable nation à Tanger — que Dieu le garde — et qu'aussi vous lui écriviez, en lui faisant part de la sincère amitié et pure affection que notre malheureuse nation professe pour votre nation illustre à laquelle elle est unie par des traités excellents et par une bonne harmonie, qu'il s'empresse de nous répondre après avoir traité cette affaire avec l'Ambassadeur de France, et obtenu que conformément aux lois, les troupes s'éloignent du territoire de l'Islam, en s'abstenant d'intervenir entre la Nation et Moulay Abd-el-Aziz que le peuple a destitué par accord unanime, dans l'intérêt de sa foi et de son pays. — 29 Hoyya de l'an sacré 1325 (2 février 1908).

N° 4. — *Le Chargé d'affaires d'Espagne, à Tanger,  
au Ministre d'Etat.*

17 février 1908.

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la traduction d'une lettre que Moulay-Hafid a adressée à cette Légation et qui nous est parvenue par la poste allemande.

ANNEXE

*Traduction*

Au nom du Dieu clément et miséricordieux. Il n'y a pas de force et de puissance qu'en Dieu le Grand et le Puissant. (*Sceau de Moulay-Hafid*). Au judicieux et à l'honorables, à celui qui intercède et dirige ses regards vers le bien, à l'Ambassadeur de la très illustre nation espagnole à Tanger, la ville gardée par Dieu. Après nous être intéressé à votre santé, nous portons plainte de la part de l'universalité des habitants du Maroc au sujet de ce qu'il leur arrive à eux, au pays et au peuple entier et de ce que ni les coutumes ni les lois n'admettent. Le fait de se faire le justicier et de mettre le pied dans le pays occasionne des troubles dans l'ordre public et est contraire au droit des gens. On ne peut non plus admettre qu'on impose au peuple un Sultan qui n'a pas su se gouverner, qui s'est uniquement adonné au gaspillage, s'est écarté de toute bonne administration, et s'est fait des dettes que sa religion et toutes les autres réprouvent. Nous vous laissons avec votre droit bon sens juge du véritable état dans lequel se trouve le peuple marocain, ce peuple à qui vous vous intéressez tant et à qui vous souhaitez le bien-être et la prospérité : vous ne pouvez devant de tels événements rester indifférents. Depuis un temps immémorial, le Mogreb est en relations commerciales et autres avec toutes les nations, dans les conditions du droit international, ainsi que le prouve la Convention de Madrid qui déclare le Mogreb indépendant. La nouvelle vous sera parvenue de ce que la guerre sainte allait être proclamée, mais cette annonce n'est qu'un moyen pour essayer d'apaiser les esprits de ceux qui désirent cette guerre en représailles de ce que leurs frères ont été tués. Nous étions décidés à nommer des gouverneurs en Chaouya pour éloigner tout motif de telles idées, mais un contingent de forces armées qui avaient pénétré dans le pays intervint sur la route et nous nous abstînmes de mettre ce projet à exécution pour éviter toute embuscade qui aurait provoqué la lutte — ce que nous ne voulons voir arriver — notre vif désir étant que la tranquillité règne entre nos sujets et que la paix soit dans notre pays. Et quant à ce qui a été dit que l'envoi de forces en Chouya, répondait au

désir d'assurer la tranquillité de Casablanca et des étrangers qui y sont établis et de rétablir les transactions commerciales avec cette place, nous dirons que ce soin incombe au Mogreb, en général et en particulier, en ce qu'il intéresse les naturels du pays et les européens, tant commerçants qu'appartenant aux autres classes sociales. Notre désir est de nous mettre dans le chemin de la justice, c'est-à-dire, que les forces étrangères sortent du pays et qu'il n'y reste plus que celles du pays lui-même : c'est là l'unique moyen d'obtenir le rétablissement de la tranquillité, comme vous le voyez depuis six mois. On voit bien que les régions ou localités qui restent en leur état normal et où commande l'élément du pays, jouissent de tranquillité : rien n'y arrive d'anormal, les étrangers n'y sont pas maltraités, aucun crime n'y est commis et cela parce que le pays est sous notre responsabilité, grâce à Dieu. Les gens doués de bon sens en France reconnaissent tout cela et ne disent rien. Il est faux d'affirmer que nous voulons attaquer les Européens et les circonstances sont là pour le démontrer. Les Européens sensés le savent et ceux qui croient le contraire n'agissent pas avec sagesse. Notre sincérité se dégage des écrits que nous vous avons adressés sur la question. La destitution de Moulay Abd-el-Aziz, dictée au Mogreb et unanimement décidée après mûre réflexion, ne doit surprendre personne ; c'est une chose qui s'est produite en Turquie avec Abd-el-Hamid, en Europe aussi et particulièrement en France. De quel droit, donc, s'immiscer dans des affaires qui ne regardent que nous et qui ne concernent que ce détrônement qu'à voulu le pays. Nous avons la ferme confiance de recevoir un acte émanant de vous qui demeure imprimé et soit considéré par ce peuple comme un de ses plus précieux trésors. Ecrit le 24 hoyya 1325 (29 janvier 1908).

\*  
\* \*

Nº 6. — *Le Délégué de S. M. Chérifienne au Chargé d'Affaires d'Espagne, à Tanger.*

16 Moharram 1326 (19 février 1908).

Vous savez parfaitement ce que nous vous avons verbalement répondu au sujet du transfert de la mehalla de la Mar Chica aux confins de Melilla, nous ne pouvons y consentir et nous ne saurions même pas examiner cette question, parce qu'il est de la plus grande importance pour le Maghzen — que Dieu le fortifie — que ladite mehalla reste campée à cet endroit. Nous vous en informons et vous demandons de donner des ordres au Gouvernement de Melilla pour qu'il ne permette à aucun membre de la mehalla de s'installer sur les confins de la place. Nous avons été extrêmement surpris, lorsque vous nous avez dit verbalement que le Gouverneur avait facilité et aidé le transfert de la mehalla de l'endroit qu'elle occupait à l'intérieur de la place. Le maghzen vous écrivit à ce sujet et à propos du

retour de la dite mehalla à l'endroit qu'elle occupait et où elle devait camper. De même, il l'écrivit dans ce sens aux chefs de la méhalla. Notre surprise a été plus grande encore quand vous nous avez verbalement annoncé que les Espagnols occupaient ces lieux, malgré notre insistance pour que la mehalla ne bougeât point de l'endroit où elle se trouvait, coûte que coûte. En conséquence, nous espérons que vous donnez des ordres précis pour que les Espagnols se retirent de ces lieux qui appartiennent au Maghzen et que les troupes de ce dernier ou d'autres qui seront envoyées reviennent les occuper. Au nom du Maghzen nous protestons à tous égards contre toutes les conséquences de l'éloignement de la mehalla desdits lieux et de leur occupation par les Espagnols. S'il arrivait quelque désagrément à ces derniers, ils en auraient toute la responsabilité, puisqu'ils l'auraient eux-même occasionné et provoqué en agissant contre la loi. Que le bien et la tranquillité soient toujours avec vous.

*Signé : MOHAMMED BEN EL ARBI TORRES.*

\* \* \*

N° 7. — *Le Ministre d'Etat au Chargé d'Affaires d'Espagne,  
à Tanger.*

Télégramme

19 février 1908.

Veuillez avoir l'obligeance d'expédier par le plus prochain courrier au Ministre des Affaires Etrangères du Sultan la note suivante :

J'ai porté à la connaissance de mon Gouvernement la note que vous avez adressée le 1<sup>er</sup> février à feu M. Llaberia, pour le remercier de la permission que par considération du Maghzen, le Gouverneur de Melilla avait donné à la mehalla qui opérait dans les environs de cette ville de se réfugier dans la place et pour l'informer que les chefs de la mehalla ayant pris le parti d'abandonner leurs positions sans autorisation, S. M. le Sultan leur avait donné l'ordre de les reprendre avant que le Prétendant ne profitât de l'occasion et ne s'emparât du point où se trouvait campée la mehalla à la Mar Chica. A cet effet, vous demandiez que le Gouverneur de Melilla prêtât son appui aux chefs de la mehalla et leur accordât tout ce dont ils auraient besoin pour leur transport, le Maghzen ayant remis des fonds pour les besoins du contingent et chargé quelqu'un de l'informer si ce contingent avait obéi à ses ordres : en cas où il n'aurait pas obéi, Sa Majesté Cherifienne devait envoyer d'autres forces pour occuper le dit point de la Mar Chica et repousser toute attaque. Mon gouvernement me charge de vous répondre qu'à plusieurs reprises, le général Marina et feu M. Torrès et M. Llaberia, par lettre en mai, juin et juillet, et verbalement dans les conversations qu'ils eurent en octobre avec les délégués du Sultan Torres y Guebbas et dernière-

ment avec vous-même, attirèrent l'attention du Maghzen sur l'état des choses créées dans le Riff aussi préjudiciable aux intérêts de S. M. Chérifienne et de l'Espagne, et vous demandèrent d'y mettre fin en remplaçant ainsi les obligations des traités. Il faut ajouter que plusieurs fois le gouvernement de Sa Majesté Catholique laissa entendre qu'il était disposé à examiner avec le Maghzen les conditions dans lesquelles il pourrait l'aider dans cette œuvre. Malgré tant d'efforts et tant d'offres, la méhalla qui opérait à proximité de Melilla, diminuée par les désertions, demeura en plus d'une occasion sans ressources ; M. Llaberia vous signala, et j'indiquai moi-même à vos délégués à Tanger, le danger qu'elle courrait d'être anéantie par l'ennemi et la crainte qu'on pourrait avoir aussi que les soldats abandonnassent leurs chefs pour passer dans les rangs du Prétendant. Quand, au milieu de septembre, après un combat qui leur fut fatal, les chefs annoncèrent leur intention de se réfugier dans la place, le gouverneur et le Gouvernement ne voulurent pas les y admettre sans avoir consulté le Maghzen et leurs conseillèrent d'attendre des ordres, leur garantissant, en les voyant à la dernière extrémité, qu'ils toucheraient les vivres dont ils auraient besoin et que d'une autre façon les commerçants de Mélilla ne leur auraient pas procurés.

Enfin, quand les chefs déclarèrent qu'il leur devenait impossible d'attendre plus longtemps où ils étaient, le gouverneur, par considération d'humanité et d'amitié pour le Maghzen, leur ouvrit les portes de la ville et imposa aux rebelles la promesse de ne pas leur être hostile ; dans ce but, il se rendit même au camp avec ses forces. Le désir que témoigna le Maghzen de voir maintenant la méhalla reprendre ses anciennes positions ne peut que surprendre mon gouvernement, car El Guebbas, que nous prions de nous dire où Sa Majesté Chérifienne voulait que cette méhalla fût conduite par un bateau espagnol, puisqu'on ne pouvait continuer leur entretien à Mélilla, répondit qu'elle serait partout dangereuse, les membres en étant ennemis de la souveraineté de S. M. le Sultan et partisans du prétendant Hafid. Quant à la crainte que le faux Moulay Mahammed profite de l'occasion pour s'emparer d'un point où il y a trois ans il y fit tant de dommages en l'utilisant pour l'approvisionnement en armes et en munitions, le Gouvernement de Sa Majesté l'a eue également et afin d'éviter cette surprise, elle a occupé ce lieu, il y a cinq jours (c'est à dire avant de recevoir votre note) avec des forces militaires destinées à remplacer celles que le Maghzen devra y mettre, selon l'article IV de la Convention de 1894.

Nous vous prions de porter toutes ces considérations à la connaissance de S. M. Chérifienne et de lui indiquer que mon Gouvernement, s'inspirant en cela de ses sentiments constants de respect pour la souveraineté et l'intégrité de ses Etats, est toujours disposé à examiner avec le Maghzen les moyens les plus efficaces pour remettre les régions frontières dans leur état normal et aussitôt que S. M. Chérifienne adoptera les mesures dictées par l'accomplissement

stricte des traités, l'endroit qu'occupent aujourd'hui tout-à-fait temporairement les troupes espagnoles sera rendu à son légitime possesseur. En même temps, mon Gouvernement étant résolu à ce que les troupes chérifianes réfugiées à Mélilla soient rapatriées en territoire marocain, je vous serai reconnaissant de vouloir bien m'indiquer d'urgence où S. M. Chérifienne désire qu'elles soient envoyées.

*Signé : ALLENDESLAZAR.*

N° 14. — *Le Délégué de S. M. Chérifienne au Chargé d'affaires d'Espagne à Tanger.*

23 Moharram 1326 (27 février 1908).

Nous avons reçu votre note du 21 du présent mois en réponse à celle que nous vous adressâmes au sujet de l'occupation de Mar Chica par les Espagnols et de l'évacuation dudit lieu par la méthalla du Maghzen ; vous nous dites que les propos attribués par le journal au Ministre des Affaires étrangères de votre nation qui aurait dit que la susdite occupation avait été effectuée d'accord avec le Maghzen chérifien sont faux et que votre gouvernement nous informa de cette occupation aussitôt qu'elle eut lieu. Vous ajoutez que vous avez déploré que nous nous soyions empressés d'adresser au Directeur de ce journal (1) une note rectificative. Notre empressement sur ce point a été dicté par les circonstances ; dès que nous fûmes informé de l'article incriminé, qu'il fut vrai ou faux en sa teneur, nous crûmes nécessaire de le faire rectifier. Ce que vous nous avez dit, au moment de l'occupation, nous le savons, mais vous n'avez fait aucune allusion dans votre réponse à ce que nous répliquâmes alors, à savoir que nous ne consentions pas à cette occupation et nous vous adressions notre vive protestation en prévision des événements qui pourraient en découler, ainsi qu'il appert dans les lettres qu'à ce sujet nous vous avons écrites. De toute façon nous insistons sur ce point que vous preniez des mesures urgentes pour faire évacuer ledit lieu par les Espagnols, afin qu'il puisse être seul occupé par les forces du Maghzen chérifien qui y sont. Et de même nous réitérerons notre protestation au nom du Maghzen — que Dieu

(1) *La Dépêche du Maroc*, qui dans son numéro du 20 février avait effectivement écrit que le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne avait déclaré que la prise de Mar Chica par les Espagnols s'était effectuée d'accord avec le Maghzen ; le jour même, Mohammed Ben El Arbi Torrès avait protesté auprès du chargé d'affaires espagnol à Tanger et demandé l'évacuation immédiate de ce lieu par les troupes espagnoles (document n° 9 du Livre rouge), et M. Padella répondit le 22 février (document n° 12 du Livre rouge) qu'effectivement le gouvernement espagnol avait informé le Maghzen de l'occupation de la Restinga de Mar Chica, mais n'avait pas cité le Maghzen parmi les cabinets étrangers ayant déjà donné leur avis sur cette occupation.

N. D. T.

l'assiste — pour tout ce qui pourrait survenir par la suite, si le dit lieu n'était pas immédiatement évacué et laissé libre pour les fins sus indiquées. Que la santé, etc...

*Signé : MOHAMMED BEN EL ARBI TORRÈS.*

N° 15. — *Le Délégué de S. M. Chérifienne au Chargé d'affaires d'Espagne à Tanger*

28. Février 1908

Il est parvenu à notre connaissance que les chefs de la méthalla du Maghzen campée aux alentours de Mélilla ne cessent de demander au gouverneur militaire de la place qu'il veuille bien les autoriser à s'embarquer pour se diriger par fractions vers un port marocain. Le gouverneur a remis sa réponse en attendant des instructions de votre gouvernement illustre et son autorisation. Nous sommes parfaitement certain que la nation espagnole amie n'autorisera pas l'embarquement et que le gouverneur de la place ne le permettra pas davantage. Nous vous prions de vouloir bien porter à la connaissance de votre gouvernement la demande que nous lui adressons de donner au gouverneur de Mélilla l'ordre de ne pas accéder à la demande des chefs de la méthalla, de recommander à cet officier de ne prendre nullement en considération cette prétention et de lui ordonner de ne permettre l'embarquement d'aucun membre de la méthalla, chef ou subalterne, et de ne cesser de repousser les demandes des chefs de la méthalla afin que ces derniers ne trouvent aucun moyen d'arriver à leurs fins avant que Sa Majesté donne son juste avis sur ce qu'il convient de faire avec ces individus. Nous vous prions de vous empressoer de téléphoner notre demande à votre nation considérée.

*Signé : MOHAMMED BEN EL ARBI TORRÈS.*

N° 20. — *Le Chargé d'affaires d'Espagne à Tanger au Ministre d'Etat*

1<sup>er</sup> Mars 1908

Je reçus hier une dépêche du Consul espagnol de Mazagan — dont je vous remets copie ci-jointe — dans lequel il me fait part de ce qu'un protégé espagnol, *Semsar* de la maison espagnole de cette ville G. Borras et C<sup>ie</sup>, lui avait remis une lettre que Moulay Hatid adressait au corps consulaire et qu'après en avoir pris connaissance,

il n'avait cru devoir y répondre ni la faire suivre aux légations accréditées à Tanger.

Pour sa part, le susdit consul, lorsqu'il reçut la lettre de Moulay Hafid (dont je vous envoie la copie, ainsi que celle du protégé qui la communiqua) se borna à répondre à ce dernier qu'il en prenait note, se refusant à toute autre réponse, bien que le dit *Semsar*, qui remplit à Azemour les fonctions d'administrateur des biens de Moulay-Hafid ait insisté beaucoup pour l'obtenir.

*Signé : ALEJANDRO PADILLA.*

*Le chargé du Consulat d'Espagne au chargé d'affaires d'Espagne.*

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre suivante qu'adresse Moulay-Hafid au corps consulaire de cette ville et qui a été reçue à ce consulat avant-hier par l'entremise d'un protégé espagnol résidant à Azemour où il remplit les fonctions d'Amin Mustapha ; ce dernier m'envoya le pli par un courrier spécial avec une autre lettre que lui-même m'écrivait et que je vous transmet ci-jointe. Dans ce document, le Prétendant demande que le corps consulaire intervienne pour que les troupes de Moulay Abd-el-Aziz quittent cette ville, recommande aux Européens de ne pas sortir de la ville le jour où il les châtira pour s'être emparé de Mazagan par ordre de Moulay Abd-el-Aziz qui n'est plus reconnu par personne et leur certifie qu'ils ne courront aucun danger. De cette lettre j'ai personnellement rendu compte aux vice-consuls et agents consulaires étrangers accrédités dans cette ville ; ces messieurs m'en ont demandé une copie que je leur ai donnée ; ils ont décidé de ne point répondre et de communiquer ce document à leurs légations respectives. J'ai répondu en particulier au protégé espagnol *Semsar* de la maison G. Borras et C<sup>e</sup> établie dans cette ville que j'avais reçu sa lettre et en prenais note, mais ma réponse ne le satisfit pas et il a insisté de nouveau auprès de moi pour obtenir une réponse plus explicite, que je me suis refusé à donner tant que je n'aurais pas reçu des instructions de la légation.

Mazagan, 26 février 1908.

*Signé : JAIME PUJOL.*

*Traduction.*

*Au chargé du Consulat d'Espagne à Mazagan, salut.*

Vous recevrez une lettre chérifienne pour le Consul de Mazagan. nous vous prions de nous en accuser réception et nous vous en remercions d'avance. 12 Moharram 1326 (15 février 1908).

*Signé : AL-PAL-BEN IBRAHIM EL RASEM.*

Au nom du Dieu clément et miséricordieux. Il n'y a pas de force et de puissance qu'en Dieu le Grand (L. S.). A tous les intelligents, illustres et considérés Consuls des nations respectées à Mazagan, la ville bien gardée par Dieu. Il n'y a point de doute que vous ne constatiez nos efforts pour que la paix et la tranquillité entre les nations européennes, collectivement et isolément, s'établissent de la façon la plus pure. Et de même vous savez que tout le peuple musulman marocain, unanimement, a destitué Moulay Abd-el-Aziz et nous a proclamé conformément à la loi religieuse et à la volonté du peuple. Vous savez également que la ville de Mazagan était sous notre autorité et qu'elle n'en sortit que sous le prétexte que des troupes allaient débarquer pour la protection des habitants étrangers. Nous laissons les choses en cet état, parce qu'il est d'une bonne administration de ne pas altérer la paix existante. Vous savez que les musulmans sont de notre côté, que Moulay Abd-el-Aziz est resté seul et n'est plus qu'un simple particulier, qui manque d'autorité dans les kabylas et dans les villes et que personne ne lui accorde plus les droits d'un souverain.

Le projet relativement à Mazagan est: 1<sup>o</sup> que l'on oblige les soldats qui sont dans la ville à la quitter, nous sommes responsables de la protection de la ville et des étrangers qui y résident, nous en sommes chargés et depuis que Dieu nous a placé sur le trône chérifien, rien n'est arrivé aux étrangers qui puisse leur faire craindre quelque mauvais traitement. 2<sup>o</sup> Que vous restiez en vos demeures dans la ville un seul jour pour que nous châtions ces soldats qui par surprise s'introduisirent dans la place au nom de Mouley Abd-el-Aziz qui est détrôné par le peuple. Nous ne voyons aucun inconvénient à permettre cela, puisque la tranquillité de la ville n'en sera nullement altérée et qu'en outre cette tranquillité ne dépend pas de l'intérieur de la ville mais des alentours; or, la tranquillité dont jouit actuellement Mazagan est dûe à nos kabyles dévoués, voisins de cette ville. Réfléchissez à ce sujet et répondez-nous. Que Dieu vous garde.

15 Moharram 1326 (18 février 1908).

N° 23. — *Le chargé d'affaires d'Espagne à Tanger au Ministre d'Etat.*

4 Mars 1908.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie de la communication du 29 février dernier que je viens de recevoir de notre Consul à Safi, ainsi que deux lettres du prétendant Moulay Hafid qui y sont jointes; l'une d'elles est presque la reproduction de celle qu'il fit parvenir au Clergé du Consulat de Mazagan et que j'eus

l'honneur de remettre à Votre Excellence dans la dépêche n° 265 du 1<sup>er</sup> de ce mois.

*Signé : ALEJANDRO PADILLA.*

## ANNEXES

### *Traduction.*

J'ai l'honneur de faire passer à Votre Excellence copies de deux lettres du Prétendant Moulay Hafid qui furent lues et remises au Corps Consulaire résidant en cette ville convoqué par le substitut du Gouverneur et réuni dans la propre maison de ce dernier. Le seul qui n'assista point à cette réunion fut M. le Vice-consul de France qui ignorait le contenu de la dite lettre et soupçonnait qu'il s'agirait d'une protestation contre le mouvement en avant des Français dans la région de Casablanca. Pour ma part, je fis remarquer avant qu'on exposât le but de la réunion, et devant toute l'assemblée, que le gouvernement de Sa Majesté n'ayant pas reconnu le Prétendant, le Consul d'Espagne déclarait n'assister à la réunion que parce qu'il croyait qu'il pouvait s'agir d'une question importante pour l'intérêt des Européens et que sa présence — il tenait à l'affirmer expressément — n'impliquait pas la reconnaissance de Moulay Hafid. Après la lecture desdites lettres, je me bornai à dire que j'en enverrais copie à Votre Excellence.

Safi, 29 février 1908.

*Signé : GUSTAVE DE SOSTOA.*

Au nom du Dieu clément, miséricordieux. Il n'y a de pouvoir ni de force qu'en Dieu le Haut (L. S.) A tous les intelligents illustres et considérés consuls des nations honorables en la ville de Safi, bien gardée par Dieu. Après avoir demandé de vos nouvelles, nous désirons que vous continuiez à être en bonne santé. A la date d'hier, nous vous écrivîmes au sujet de Mazagan, la première cité que nous conquérîmes lorsque nous primes en main les affaires du Mogreb, vous disant comment nous la perdîmes à la suite du débarquement dissimulé des troupes chargées de la défendre, sans que rien justifiât une telle mesure, ni sans que nous ayons cessé de la protéger avec l'appui des Kabyles voisins qui nous sont dévoués et sans que la tranquillité y ait été altérée ni au dedans ni au dehors des murs. Depuis que ces troupes occupent la ville, les droits de douane sont perçus illégalement et sans aucun droits par Abd-el-Aziz. Légalement, le droit de ce dernier a cessé par la volonté du peuple qui, en destituant Moulay Abd-el-Aziz, nous a mis sur le trône où Dieu nous a élevé.

Si l'on charge les askaris de la police de la ville, il est de toute évidence qu'ils ne la peuvent assurer ; les Kabyles, par esprit de patriotisme et obéissant en cela à nos ordres chérifiennes, la font déjà. A ce sujet, nous avons écrit aux consuls étrangers, en leur disant que notre plus grand désir était de conserver la paix et de perpétuer la tranquillité entre nous et les nations d'Europe, afin qu'aucun préjudice ne soit porté aux intérêts de leurs nationaux, que notre ligne de conduite est l'équité et la justice, et que nous tenons à faire constater que la paix dont jouit la ville est due à la tranquillité dans laquelle vivent les habitants des Kabylas voisines.

Comment, dans ce cas, admettre sans dire mot que l'ancien sultan perçoive des droits de douane en une ville qui nous est soumise et dont nous sommes responsables ? Il est inadmissible qu'un autre que nous perçoive illégalement ces droits. Pour ces raisons nous demandâmes aux conseils de faire sortir les askaris de la ville ou retourner aux lieux dont ils venaient ; nous leur demandâmes aussi que les étrangers restassent en leurs demeures, pour que nous puissions châtier les askaris, les assurant qu'avec la grâce de Dieu, rien de fâcheux ne leur arriverait. Laisser les choses en l'état actuel, permettre que les revenus de la douane soient gaspillés et ne soient nullement employés pour les services du Maghzen, auxquels ils sont légalement destinés, serait sans droit user de malversation. Bientôt nous établirons des administrateurs de la douane et des *adules* dans les environs de la ville, pour qu'ils perçoivent les droits sur les marchandises qui sortiront de la ville et y entreront. Ce rôle nous appartient sans contredit et non à Moulay Abd-el-Aziz qui n'a plus le droit de percevoir ces droits. Moulay Abd-el-Aziz, par sa façon d'agir, cause lui-même sa situation actuelle. Avec la grâce de Dieu, nous attendons votre réponse. Nous portons ces faits à votre connaissance pour que vous en soyez pleinement informés et nous ne voyons aucun inconvénient à ce que vous adressiez l'original de notre lettre à votre ministre à Tanger (que Dieu le garde) ; hâtez-vous de nous répondre. Que la paix de Dieu soit avec vous. Ecrit le 16 de Maharrar, l'an sacré 1326 (19 février 1908).

N° 59. — *Le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger au Ministre d'Etat.*

25 Mars 1908.

L'Instructeur en chef du Tabor de la police chérifiennne de Tétuan m'adresse la communication suivante dont j'ai l'honneur de transmettre la copie à Votre Excellence en appelant son attention sur la dernière partie et en le priant de me transmettre ses ordres

supérieurs par télégraphe si Elle estime opportun de m'en donner à ce sujet avant la date fixée par M. Cogolludo.

*Signé : A. MERRY DEL VAL.*

### ANNEXE

Troupes de la police Marocaine. Instruction militaire espagnole. Tétouan. Instructeur en chef. — Excellentissime Seigneur. Durant la dernière semaine, les exercices d'instruction théorique ont été continués ; les armes ont été remises aux hommes et l'instruction pratique a consisté en mouvements de maniement d'armes à l'intérieur de la caserne. Le recrutement a été quelque peu paralysé, on ne rencontre plus de recrues malgré les efforts faits pour les attirer. L'opinion du soussigné est que cette absence de volontaires provient de la demande faite de nombreux journaliers pour le travail des jardins et la récolte des oranges ; le salaire de ces journaliers a été considérablement augmenté et il est à craindre que nous ne puissions terminer le recrutement tant que durera cet état de choses, à moins que les émissaires envoyés à cet effet dans le Riff et le Gomara n'aient rencontré des volontaires. A la date de ce jour, l'effectif des forces de ce tabor est de cinq officiers et de 234 hommes de troupe. Le Pacha m'annonce qu'il a reçu un ordre du Maghzen d'envoyer à Tanger quatre-vingt soldats pris dans la Mehalla qui garnit cette place-ci et me demande que les troupes de police commencent leur service, parce qu'il ne restera pas à Tétouan assez de soldats pour l'assurer. Dans mes communications antérieures, j'ai fait part à Votre Excellence de l'état d'instruction de ces troupes qui exécutent avec une cohésion suffisante et uniformité tous les mouvements tactiques sans armes ; afin de gagner du temps pour qu'elles acquierrent un semblable degré d'instruction dans le maniement d'armes, j'ai demandé au Pacha si notre concours était si urgent ; il me répondit qu'il pouvait attendre quelques jours ; nous avons en conséquence convenu que le service de police ne serait fait par nous qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain. J'espère que pour cette date nos troupes auront l'instruction militaire suffisante et la connaissance suffisante de leurs devoirs pour remplir leur rôle convenablement. Selon moi, bien que l'effectif de ce tabor n'ait pas atteint le maximum que prévoit le Réglement pour les corps de police, il est en force suffisante pour remplir plus que suffisamment les cadres des unités dont il se compose, conformément au règlement susdit, et en conséquence, une fois que nous aurons reçu le matériel d'artillerie et l'autorisation d'acheter les chevaux, la police de ce port sera normalement organisée ; le recrutement n'en sera pas moins continué, afin d'atteindre l'effectif maximum. J'ai l'honneur de communiquer ces faits à Votre Excellence.

Tétouan, 21 mars 1908.

L'Instructeur en Chef, *Signé : PABLO COGOLLUDO.*

N° 67. — *Les délégués de S. M. Chérifienne*  
*Sidi Mohammed Torres et Sidi Mohammed el Guebbas*  
*au Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger.*

1<sup>er</sup> Avril 1908 (29 Safar 1326).

Compliments d'usage. Il résulte de notre entretien verbal que votre Gouvernement illustre manifesta son désir de voir envoyer dans un port marocain désigné par le Maghzen la mehalla qui se trouvait campée à Mar Chica, et qui aujourd'hui est réfugiée au camp de Melilla. De son côté le Gouvernement chérifien — que Dieu le fortifie — vous a fait connaître l'utilité publique et particulière, qu'il y aurait à maintenir dans ces régions frontières, après le départ de ladite mehalla, une institution qui représentât le Maghzen, comme, par exemple, le rétablissement de la douane telle quelle existait auparavant et le maintien d'une garnison chérifienne dans les limites de la place ; tout cela serait établi avec l'assentiment de votre honorable Gouvernement et avec son appui, afin qu'après le départ de la mehalla, le prestige du Maghzen ne disparaîsse pas de ces régions, qu'il soit facile, de cette façon de faire désister les Kabyles de leur attitude de rébellion actuelle, de les ramener à l'obéissance et de rétablir l'ordre pour le bien des deux pays. Vous nous répondîtes, au sujet de l'établissement de la douane et du maintien d'une garnison, que la chose n'était pas possible, et que, pour cette raison, vous ne voyiez pas le moyen, maintenant, de porter cette proposition à la connaissance de votre Gouvernement ; vous ajoutiez que plus tard, la chose pourrait peut-être se réaliser. Vous nous dites que pour le moment, on étudierait la manière de satisfaire notre désir d'avoir une représentation dans la région, mais d'une façon différente de celle par nous proposée. Après avoir discuté longuement à ce sujet, il fut décidé que le Maghzen — que Dieu le fortifie — nommerait un représentant qui traiterait les affaires desdits Kabyles, et les amènerait sur un bon terrain en employant pour cela les moyens les plus adéquats, avec l'assentiment du Gouverneur de Mélilla et ferait en sorte de réaliser le vœu de S. M. Chérifienne, qui est de maintenir dans ces régions une situation convenable pour les deux parties. Il fut convenu que la résidence de ce Représentant serait Mélilla ; il y sera bien vu, apprécié et considéré par votre illustre Gouvernement ; il vous aidera en tout ce qui le concerne et sera favorable à votre très remarquable Gouvernement, et au Gouverneur de la place en particulier. Votre honorable Gouvernement vous a écrit pour vous dire qu'il consentait à la nomination, après vous avoir avisé que pour les raisons précédemment exposées, il demandait le départ

immédiat de la mehalla. A la fin de notre entrevue nous décidâmes de consigner par écrit ce qui avait été convenu entre nous. Nous avons porté tout cela à la connaissance de S. M. Chérifienne, en la priant de hâter la nomination du susdit représentant. Nous vous écrivons cette lettre pour résumer par écrit ce qui fut débattu entre nous au cours de nos entrevues et pour que vous nous écriviez ainsi que nous le faisons. Quand nous aurons reçu votre réponse (1) nous vous ferons savoir la décision de S. M. Chérifienne au sujet de la façon dont s'opérera le transfert de ladite mehalla.

*Signé : MOHAMMED BEN EL ARBI TORRES.*

*Signé : MOHAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS.*

N° 78. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Tanger  
au Ministre d'Etat.*

16 Avril 1908.

Ainsi que je viens d'avoir l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence, les notes identiques espagnole et française proposant au Maghzen le texte d'un firman chérifien établissant une Commission des indemnités à accorder au sujet des dommages et préjudices soufferts à Casablanca par les Européens, ont été remises au matin à Sidi Mohammed Torres.

Cette communication a été faite par MM. Saavedra et Blanc, respectivement premier et second interprètes des Légations d'Espagne et de France. Ces deux fonctionnaires insistèrent en vertu de leurs instructions, sur l'importance des recommandations que font les deux gouvernements au Maghzen et sur l'opportunité qu'il y avait de transmettre aujourd'hui même les dites notes et le projet de règlement à Sidi Abd El-Krim Ben Sliman.

Le délégué de S. M. Chérifienne à Tanger répondit qu'il prendrait connaissance de ces notes et que ce soir même, pour plus de sûreté et de rapidité, il confierait à la Légation de France le soin de faire transmettre ces notes à Rabat par le croiseur français *Forbin* qui se rend dans ce port.

Par ce même intermédiaire je communique à notre Consul à

(1) *M. Merry del Val répondit le 9 avril 1908 (n° 71,) et confirma les termes de la lettre ci-dessus ajoutant simplement : Supposant que notre accord est maintenant parfait, je vous prie de me dire la façon dont vous voulez qu'ait lieu le transport de la mehalla, pour que mon Gouvernement, désirant ainsi vous prouver de nouveau la sincère amitié qu'il professe pour l'éminent Empire Chérifien, donne des ordres en conséquence à sa Marine de guerre. La mehalla s'embarqua le 16 avril 1908 pour Tanger et Rabat à bord du cuirassé *Numancia*.*

Rabat des ordres opportuns pour que, d'accord avec son collègue français, il appuie auprès du Maghzen la demande formulée dans les notes identiques.

## ANNEXE

### *Projet de Décret*

ART. 1<sup>er</sup>. — Il est institué une commission internationale exclusivement compétente à l'effet de recevoir et d'examiner les réclamations des indigènes et des étrangers à raison des dommages causés à la propriété mobilière ou immobilière par les actes insurrectionnels qui ont été commis à Casablanca, depuis le 30 juillet 1907, et par l'action répressive qui a suivi.

ART. 2. — Ladite commission se réunira le 31 mai à Casablanca. Elle sera composée comme suit : trois membres désignés par le gouvernement chérifien qui nommera parmi eux le Président ; un membre désigné par chacun des gouvernements d'Allemagne, d'Espagne, de France, de Grande Bretagne, d'Italie et de Portugal. Le cas échéant, tout autre pays pourra désigner un membre de sa Légation qui participera à l'examen et au règlement des réclamations de ses nationaux.

ART. 3. — La Commission aura pleins pouvoirs pour instruire les demandes qui lui seront présentées. Elle statuera souverainement sur chacune d'elles, soit en la rejetant soit en y faisant droit par la fixation d'une indemnité. Toutefois ne donneront droit à une indemnité que les dommages directs. La Commission prendra toute décision à la majorité absolue des voix et le président, en cas de partage, aura voix prépondérante. La Commission sera valablement constituée même en l'absence d'un ou de plusieurs délégués. Mais si une demande était appelée en l'absence du délégué de la nation à laquelle appartiendrait le réclamant, le délégué serait averti, sans que son absence pût retarder de plus d'une semaine l'examen de l'affaire.

ART. 4. — La Commission pourra désigner un ou plusieurs vice-présidents ainsi qu'un ou plusieurs secrétaires, dont un au moins sera indigène, et s'adjointre dans ses travaux, à titre consultatif, les interprètes, experts et toutes personnes en général dont le concours lui paraîtra utile. Sur sa demande, le Gouvernement marocain lui ouvrira les crédits nécessaires à la Banque d'Etat.

ART. 5. — Ultérieurement, on fixera l'époque, les voies et moyens de paiement des indemnités accordées par la Commission.

N° 110. — *L'Ambassadeur de Sa Majesté à Berlin  
au Ministre d'Etat*

14 Mai 1908.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence, le Baron de Langwerth von Zimmern, secrétaire de la Légation d'Allemagne à Tanger, a reçu hier les envoyés de Moulay-Hafid au Ministère des Affaires étrangères.

Hier même, après ladite visite, je me rendis auprès de M. Stemrich, sous-secrétaire, chargé, par intérim, du Ministère des Affaires étrangères, en l'absence du Baron de Schoen. Il me dit qu'on pouvait considérer comme officielle la relation de la conversation du Baron Langwerth avec les marocains publiée par la *Norddeutsche Allegemeine Zeitung*.

D'après ce journal, les Marocains remirent une lettre autographe de Moulay-Hafid, et déclarèrent qu'en fait ce dernier était le maître de tout le pays, à l'exception des villes de la côte et qu'en outre, d'après l'opinion des Ulémas, d'après le Coran et les coutumes religieuses du pays, il devait être considéré comme le seul et légitime sultan du Maroc. Moulay-Hafid a, dirent-ils, le plus vif désir d'observer les traités et spécialement l'acte général d'Algésiras, de traiter avec égalité toutes les Puissances ; il prie le Gouvernement impérial allemand de se mettre en rapport avec la France et les autres puissances signataires pour obtenir le retrait des troupes et des navires français ; assurant qu'ainsi les luttes cesseront, il rétablira promptement la paix et consacrera spécialement son zèle à renouer les relations commerciales de son Empire avec les puissances.

Le secrétaire de la Légation, Baron Langwerth von Zimmern, fit la déclaration suivante aux envoyés marocains : « Le ministre d'Allemagne à Tanger a déjà donné connaissance au Gouvernement Impérial de la lettre par laquelle Moulay-Hafid annonçait l'envoi d'une mission à Berlin. Ce secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, par intérim, ne considère pas qu'il peut entrer avec les délégués en relations officielles, puisque celui qui les envoie n'a pas de personnalité reconnue par le Droit international. Sans doute, considérant que je suis, en ma qualité de membre de la Légation impériale à Tanger, au courant des affaires marocaines, le Secrétaire d'Etat intérimaire m'a chargé de vous entendre et de l'informer ensuite de vos communications. Naturellement, il ne m'a pas été recommandé de vous faire une déclaration déterminée, si ce n'est celle-ci : que le Gouvernement impérial se réserve de décider si dans votre manifestation, il y a un motif

quelconque de se mettre en rapport à ce sujet avec la France et les autres puissances qui prirent part à la Conférence.

Il est évident que le Gouvernement Impérial est disposé à maintenir les dispositions de l'acte d'Algésiras ; il souhaite le rétablissement de l'ordre au Maroc, résultat qui ne peut être obtenu que si les luttes intérieures pour la souveraineté cessent bientôt. » L'Ambassadeur de France, M. Cambon, avec qui je parlais hier après-midi, quelques instants avant son départ pour Paris, où il va passer quelques jours, se montra satisfait de la correction avec laquelle le Gouvernement Impérial avait agi en la circonstance ; cette correction est également reconnue par la plupart des journaux.

*Signé : L. POLO DE BERNABÉ.*

N° 141. — *Le Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté  
à Tanger au Ministre.*

2 Juin 1908.

A dix heures et demie, dans la soirée d'hier, j'ai reçu la note chérifienne par laquelle Sidi El Ukili, ministre intérimaire des Affaires étrangères du Sultan, sollicite l'intervention armée de l'Espagne dans les ports de Larache et de Tétouan ; je vous en envoie ci-joint la copie.

*Signé : MERRY.*

ANNEXE

*Traduction.*

Gloire au Dieu unique. Formule d'usage. Votre Excellence et votre nation illustre n'ont pas été sans se rendre compte des efforts faits par le Maghzen, depuis l'apparition du Prétendant, par tous les moyens possibles, pour réparer la situation, tranquiliser le peuple et rétablir la paix dans tout l'Empire. Néanmoins, vous savez dans quel état se trouvent actuellement les choses : Le Prétendant est arrivé à Méquinez et il a tout fait pour soulever les Kabyles du Nord, qui se trouvaient dans la paix et la tranquillité, il a invité le peuple à la guerre sainte, il l'a excité à la haine contre l'étranger, et l'a exhorté à s'opposer aux relations pacifiques qui existent avec tous les pays civilisés. Il faut donc s'éveiller l'attention, car il est certain que ces exhortations augmentent l'effervescence dans les esprits non cultivés qu'elles impressionnent, comme c'est à supposer, jusqu'au point de faire commettre des attentats dans les ports ou de faire séquestrer

quelque étranger, ce que Dieu ne veuille permettre. Pour ces raisons, notre maître — que Dieu le fortifie — nous ordonne de faire connaître à Votre Excellence cette situation dangereuse du commencement à la fin et de lui bien faire comprendre combien vif est le désir de S. M. Chérifienne de réparer cette situation avec la grâce de Dieu. Il est certain que la situation actuelle ne saurait se comparer avec autre dans l'histoire passée de ce pays, quand des Prétendants se levèrent qui ambitionnaient le Trône ; il ne fut pas, alors, besoin d'appeler l'attention des nations en général, qui se préoccupent de la tranquillité de cet Empire et du maintien du bon ordre dans son territoire, et, en particulier, de votre nation illustre et voisine unie à ce pays par des liens spéciaux. Le soulèvement de ce Prétendant a été motivé par des causes contraires à la civilisation et au progrès. On sait que le premier acte qui motiva son soulèvement fut le juste châtiment infligé aux indigènes de la Chaouia qui tuèrent des ouvriers étrangers occupés aux travaux de réparation du port de Casablanca. Le Prétendant prit ce fait comme un moyen propre à la réalisation de ses vœux ; pour la même raison, il proclama la guerre sainte, excita le peuple à la lutte, et il réussit à grouper autour de lui tous ceux qui ne réfléchissent pas et ne prévoient pas la conséquence de leurs actes. Il sema la discorde et se fit suivre de force, à la suite d'emprisonnements et de menaces, par la population douce de Marrakes. Quand le Maghzen qui se trouvait à Fez connut ces faits, il y prêta l'attention nécessaire et ne se dissimula pas les dangers qui pouvaient en dériver. Immédiatement, S. M. Chérifienne s'empessa de remédier à la situation avant que le mal se soit étendu ; il vint à Rabat, exhorta les Kabyles au calme, les avertit qu'ils devaient se séparer du Prétendant illégal, employa tous les moyens pour reprendre les villes de Mazagan et de Safi, avec lesquelles il se faisait beaucoup de contrebande et satisfit à la nécessité d'établir les réformes fixées par l'acte d'Algésiras, entre autres l'établissement de la police dans les ports. Tandis que le Maghzen, au milieu de ces dangers, satisfaisait à cette nécessité, et méditait sur les moyens à employer pour couper la rébellion dans sa racine, quand la nouvelle s'en propagea parmi les turbulents de Fez, excités par le Prétendant et par les séductions des meneurs qui se disaient être les apôtres des réformes.

Tout cela ne se produisit que du fait des révoltés qui ne vivent que de désordre, de discorde et de rébellion et de quelques individus dont les mobiles sont connus, ainsi que le démontre leur désir que l'anarchie dure à leur profit et que les impôts et contributions, sur lequel le Maghzen compte depuis de longues années, soient nuls. Ainsi qu'il est public entre vous et les nations étrangères honorables, les ulémas de Fez, les notables de la ville et les arbitres des affaires ne reconnaissent le Prétendant que par force, par crainte de voir

coulur le sang et de voir les révoltés exécuter leur dessein de s'emparer des biens d'autrui, de profaner les foyers et de ruiner les maisons. Le Maghzen, réfléchissant sur la situation actuelle et les moyens qu'il convient d'employer pour y remédier, a décidé :

*Premièrement* : Que la mehalla envoyée à la juridiction de Fez revienne, dans la crainte d'incidents possibles lors de l'arrivée du Prétendant à Fez et à l'occasion de la proclamation de la guerre sainte, qui n'est d'ailleurs qu'un piège pour attirer à lui les esprits peu ouverts et les éloigner du droit chemin, en leur répétant sans cesse à tous que le Maghzen et les gens de la mehalla sont hors de la religion musulmane. Nous savons que ces propos impressionnent les ignorants et font augmenter leurs erreurs.

*Secondelement* : Le Maghzen est disposé à fortifier les ports, en y laissant les forces nécessaires pour la sûreté et la tranquillité des habitants, et il est évident que, sur ce point, S. M. Chérifiennne peut compter sur votre aide, conformément d'ailleurs au droit que vous concédez l'acte d'Algésiras sur la surveillance des ports d'empêcher les troubles par tous les moyens possibles, même par l'occupation de vos troupes, si la chose est nécessaire, car tous les incidents qui se produiront par le fait du Prétendant dans la région des ports y amèneront le désordre.

*Troisièmement* : Le Maghzen a l'intention de prêter toute son attention à l'exécution des réformes et à l'achèvement des travaux subséquents dans les ports et districts des ports d'une manière définitive sans délai ni retard ; de cette façon le Maghzen pourra employer tous les moyens pour planter son autorité dans l'intérieur du territoire et faire revenir les kabyles à la légalité, faire cesser toute dissimulation de leur part et les détourner des excitations des fauteurs de troubles. Il est connu que la situation du Prétendant dans la région du Ham a déchu et que la plupart des kabyles de cette région désirent se joindre aux kabyles soumis au régime légal, pour cette raison, le Maghzen a envoyé un de ses membres, personne respectée, accompagné de troupes, vers Mogador pour surveiller de près les mouvements des kabyles de cette région et l'aider à reprendre Marrakès. Il l'enverra ensuite vers le nord pour soumettre au gouvernement légal ceux qu'ont illusionnés les propos du Prétendant ; il n'y a pas de doute en effet que, d'ici peu, les habitants de ce pays se convaincront de la situation comme s'en sont déjà convaincus les kabyles du Ham, trompés par le Prétendant.

En résumé, Sa Majesté notre maître — que Dieu le fortifie — se propose fermement de faire tout ce qui peut contribuer à rétablir son autorité dans l'Empire et effacer les traces du Prétendant, afin de rétablir l'ordre parmi son peuple et sa patrie et la sécurité pour les étrangers qui habitent l'Empire, persuadé d'ailleurs qu'en cela les nations honorables qui si souvent ont invité le Maghzen à exécuter des réformes dans le pays chérifien et à tirer le peuple de l'ignorance

pour l'amener aux lumières du progrès et de la civilisation, reconnaîtront les bonnes dispositions de S. M. Chérifiennes dans les faits ci-dessus indiqués et dans ses bons desseins et verront qu'il préfère le progrès et la civilisation à la réaction et à l'ignorance. Sa Majesté attend de vous que vous avertissiez vos officiers chargés de la police à Larache et à Tétouan d'avoir à prêter la plus grande attention, à donner le plus grand soin et à développer le plus grand zèle à compléter l'effectif des troupes de police dans chaque port afin de répondre complètement au désir de Sa Majesté, en étant à même de repousser les attaques possibles des kabyles et des rebelles. Des ordres ont été donnés par le gouvernement impérial aux gouverneurs de ces deux villes et à la garnison d'avoir à coopérer, le cas échéant, avec les troupes de police. De même, Sa Majesté espère que vous voudrez bien renforcer les troupes de terre et de ces deux villes avec des troupes de l'armée de mer préparées à la défense de ces ports et que vous êtes disposé à faire le nécessaire, au cas où se produirait une attaque des partisans du Prétendant. Notre maître — que Dieu le fortifie — est pleinement convaincu des bonnes dispositions de votre illustre nation, notre voisine, et de ses intentions bienveillantes pour ses intérêts. Il a été écrit au délégué Sidi Mohammed de s'entendre avec vous sur les mesures à prendre en cas d'événements éventuels.

Le 26 rabi II 1326 (28 mai 1908).

*Le représentant du ministre des affaires étrangères,  
Signé : DRIS EL UKILI.*

*(A suivre).*

---

## *TROISIÈME PARTIE*

---

# LOIS & DOCUMENTS DIVERS

---

## FRANCE

RAPPORT DE M. PAUL DESCHANEL A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS SUR LE BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR L'ANNÉE 1911 (1).

## TROISIÈME PARTIE

### LES RÉFORMES

Les règlements qui régissent le ministère des Affaires étrangères laissent encore à désirer sur certains points ; mais des améliorations notables ont été apportées au cours de ces dernières années.

#### I. — Administration centrale

L'administration centrale était régie par un règlement qui remontait à 1892. Le décret du 29 avril 1907 porte réorganisation des services intérieurs sur une base nouvelle, plus appropriée aux nécessités modernes.

Une meilleure répartition des affaires, une organisation plus logique du travail, d'importantes modifications dans les services, telles sont les utiles améliorations que comporte le nouveau règlement.

La qualité regrettable des services consulaires et diplomatiques n'existe plus ; ils sont fusionnés dans une seule direction.

Certaines lacunes s'étaient toutefois révélées dans le règlement de 1907. On avait pensé que certains services pouvaient être assurés

---

(1) Voir les *Archives Diplomatiques*. — 1911 Janvier et Février, p. 29-125.

par des personnes qui, sans faire partie de l'administration, auraient seulement touché des indemnités.

C'était le cas du service des traducteurs.

Or, privés des garanties de retraite et d'avenir, les candidats à ces emplois firent complètement défaut. D'autre part, le caractère important et parfois confidentiel de leurs travaux nécessite un choix minutieux de la part de l'administration, en ce qui concerne leur compétence et leur honorabilité.

Ce service a donc fait l'objet d'une complète réorganisation et est entré dans les cadres normaux de l'administration.

Le nouveau décret du 13 août 1910 a réalisé également deux réformes autorisées par l'article 99 de la loi de finances du 8 août 1910.

Les services de la comptabilité ont été à nouveau érigés en direction, et le service des écoles et œuvres françaises à l'étranger a été placé sous la direction d'un chef de bureau. Ces deux mesures ne comportant d'ailleurs aucune charge nouvelle pour le Trésor.

Il est un point, toutefois, sur lequel nous avons le devoir d'attirer l'attention du ministre. Plusieurs élèves vice-consuls sont actuellement employés dans les bureaux de l'administration centrale. Ils ne reçoivent aucun traitement. Or, il n'est pas équitable d'utiliser les services d'un agent sans le rétribuer. Tout stage même doit être payé. Nous ne pouvons donc qu'inviter le Département à étudier la possibilité de rémunérer cette catégorie de fonctionnaires dans le plus bref délai possible.

## II. — Personnel de service

En ce qui concerne le personnel de service, des améliorations nombreuses témoignent de l'intérêt que le Parlement et le Gouvernement ne cessent de porter à cette catégorie de fonctionnaires.

Les traitements de début ont été sensiblement relevés. Le décret du 12 mai 1891 fixait, pour les traitements, un minimum de 1.200 francs, et un maximum de 2.200 francs, soit un traitement moyen de 1.750 francs.

Actuellement, le traitement de début sera fixé à 1.600 francs, ce qui relève la moyenne à 1.900 francs ; la durée des congés a été prolongée et portée de 15 à 30 jours.

Les lois qui régissent les conditions du travail sont scrupuleusement observées, les rondes de nuit ont été portées de 3 à 5 francs par veille, le repos hebdomadaire est assuré, la journée de travail est de 8 heures. Exceptionnellement elle peut être portée à 10, sans dépasser 48 heures par semaine.

Les hommes d'équipe reçoivent un salaire journalier de 5 francs.

### III. — Services extérieurs. Transformation des traitements

En ce qui concerne le personnel des services extérieurs, une réforme importante, sollicitée par tous, est actuellement à l'étude. Nous avons confiance que la transformation des traitements de poste en traitement de grade donnera satisfaction aux revendications légitimes des intéressés.

Dans notre rapport pour l'exercice 1907, nous avions signalé certaines anomalies dans la répartition des traitements des divers agents diplomatiques et consulaires.

« Pourquoi, par exemple, demandions-nous, le secrétaire de la légation de Bruxelles reçoit-il un traitement de 14.000 francs, alors que celui de Bucarest ne reçoit que 10.000 francs ? L'existence dans la première de ces capitales est plus facile que dans la seconde ».

Pourquoi, actuellement, le conseiller de l'ambassade de France à Rome a-t-il seulement 14.000 francs, alors que ses collègues à Londres et à Saint-Pétersbourg touchent 24.000 francs, ceux de Berlin, de Madrid, de Vienne reçoivent 16.000 francs.

Le Département a fait savoir que les traitements ont été fixés il y a plusieurs années, et qu'il était nécessaire, par une révision des règlements, d'apporter toutes les rectifications désirables.

Ces améliorations seront effectuées lors de l'application des règlements actuellement en préparation.

Ce nouvel organisme permettra de donner à un agent, quel que soit le poste qu'il occupe et la résidence qu'il habite, le traitement fixé par le grade qu'il possède personnellement.

\* \* \*

Quels éléments doivent servir de bases aux traitements consulaires ?

Une distinction doit être tout d'abord établie entre les chefs de poste et les agents subalternes.

Dépositaires de l'autorité, seuls responsables du service, les premiers ont l'obligation d'entretenir les rapports officiels avec les autorités locales, de recevoir les visiteurs et de recueillir tous les renseignements propres à améliorer les transactions commerciales.

Ces devoirs multiples entraînent pour eux de lourdes charges, une installation plus importante, un train de maison plus considérable, dont il est équitable que l'Etat lui tienne compte.

Quant aux chanceliers, interprètes, élèves, etc, s'ils ne doivent

jamais perdre de vue l'autorité dont ils sont revêtus, ils ne sont pas tenus aux mêmes obligations respectives et peuvent régler leur genre de vie d'après leurs goûts et leurs charges personnelles de famille.

En dehors du traitement supérieur afférent à leur grade plus élevé, les chefs de poste doivent donc recevoir une allocation proportionnée à leurs obligations.

Actuellement, les traitements sont basés sur les conditions d'existence dans chaque résidence ; ce sont uniquement des traitements de poste, le grade personnel de l'agent n'est pas examiné.

Si un consul vient d'être promu à la première classe de son grade, cet avancement ne lui procure aucune amélioration péculinaire ; il s'ensuit que, pour toucher un traitement plus élevé, l'agent doit solliciter un changement de résidence, mutation qui entraînera des dépenses inévitables pour le Trésor, frais de voyage, transport de mobilier, indemnité d'installation, etc.

Une révision de ce règlement doit donc être effectuée, d'autant plus que, depuis 1887, un précédent existe pour les chefs de mission diplomatique, et le Département des Affaires étrangères a examiné la possibilité d'étendre à tous les agents de la carrière extérieure la méthode de rétribution dite du traitement de grade.

Avec ce système, un agent est rétribué d'après son ancienneté de service et d'après le grade dont il est titulaire.

Tout avancement lui procure donc une amélioration dans sa situation, bénéfice qu'il peut escompter à l'avance.

N'est-ce pas, d'ailleurs, la méthode usitée généralement dans l'administration ?

Pour les Affaires étrangères, elle aura surtout cet avantage qu'elle supprimera la possibilité de revenir à des errements, jadis usités, qui permettent à un agent fortuné d'obtenir le poste qu'il désire grâce à un marchandage et à une offre de service au rabais.

D'ailleurs il faut considérer que les conditions de l'existence sont complètement différentes dans chaque pays. Dans les postes d'Amérique, dans le Sud-Africain, la vie ne peut être comparée, au point de vue financier, avec les prix d'Espagne, d'Italie ou de Belgique. Il est donc équitable que, pour l'attribution d'émoluments spéciaux, l'administration fasse la « tarre » et rétablisse l'égalité entre tous ses agents.

Mais fixer cette indemnité de résidence est une opération particulièrement délicate, puisqu'elle porte sur toutes les résidences extérieures.

Dans notre rapport n° 1230, exercice 1908, page 28, nous avons indiqué le moyen de résoudre la difficulté en instituant des zones de cherté de vie.

Un principe doit tout d'abord être admis. Tout consulat situé dans un même pays et dans une même zone devra recevoir la même rétribution.

La condition du même pays est nécessaire car il est fait emploi de la même unité monétaire, roubles, dollars, piastres, etc. ; également celle de la même zone est indispensable, car certaines puissances ont de vastes territoires et des colonies, et l'on ne peut traiter de la même façon un agent à Liverpool et un à Hongkong, bien que tous deux accrédités en pays britanniques ; ce dernier sera assimilé aux consuls de Chine. De même, le consul de Lourenzo Marquès recevra, non l'indemnité des consuls en Portugal, mais celle des agents du Sud-Africain.

Cette réforme des traitements de poste en traitements de grade sera applicable à tous les agents de la carrière extérieure.

Une question particulière a été examinée : est-il possible de tenir compte, par une indemnité spéciale, des conditions de famille de chaque agent ?

Cette amélioration est en effet souhaitable, et le Département des Affaires étrangères en assure l'application dans la liquidation des frais d'installation.

Mais, outre l'augmentation de dépenses qu'elle imputerait à l'Etat, cette modification a une portée générale et ne paraît par devoir être résolue isolément au profit des agents extérieurs.

C'est une question qui mérite un examen particulier et qui, dans l'opinion du Gouvernement, doit être comprise dans les questions afférentes au statut des fonctionnaires.

#### IV — Frais d'installation et de voyage

Deux questions surtout faisaient l'objet de réclamations des agents de l'extérieur : le règlement des frais d'établissement et des frais de voyage.

Deux décrets en date du 6 octobre 1906 ont réglementé ces dépenses sur des bases plus équitables.

Des zones géographiques ont été établies, des majorations tiennent compte à l'agent de sa situation de famille et, en des cas nombreux, les voyages de congé sont supportés par l'Etat.

Nous signalons toutefois une retouche qui paraît devoir être opérée dans la liquidation des frais de transport de mobilier. Le crédit de 4.000 francs prévu pour les transports par mer est trop élevé pour les petits parcours et insuffisant pour les longs trajets. Cette question paraît devoir faire l'étude d'une réglementation.

Il serait également utile de tenir compte, dans l'attribution des

frais d'installation, de la dépense occasionnée à l'Etat par le transport du mobilier d'un agent.

Si le Trésor rembourse les frais nécessités par le transport des objets mobiliers, la dépense d'installation sera moindre que si l'agent fait les acquisitions sur place et économise les frais de transport.

#### V. — Primes de séjour

En raison des abus qui avaient été relevés, les primes d'ancienneté de séjour ont été supprimées, puisque seuls les agents des postes voisins de France en avaient les bénéfices.

#### VI. — Dépenses de résidences

L'organisation matérielle des postes a toujours fait l'objet d'importantes modifications. Un contrôle plus efficace a été institué pour toutes les dépenses de service, et n'ont conservé de caractère forfaitaire que celles qui ne pouvaient, sans inconvénients réels, faire l'objet de liquidation sur pièces.

#### VII. — Installation des résidences

Il importe d'assurer convenablement la représentation nationale à l'étranger. Les locaux consulaires ont soulevé de nombreuses critiques, dont beaucoup sont justifiées. Mais, depuis trois ans, l'installation des offices français fait l'objet d'une attentive surveillance et, grâce aux crédits que nous proposons d'allouer au Département, nous comptons que les hôtels diplomatiques, les maisons consulaires et les bureaux de chancelleries pourront soutenir la comparaison avec les installations étrangères.

Cette question est, d'ailleurs, examinée en détail au chapitre II.

#### VIII. — Institution d'un concours pour les élèves vice-consuls

Un concours a été institué, par décret du 24 mai 1906, pour l'admission des élèves vice-consuls, qui auparavant étaient recrutés dans des conditions insuffisantes.

#### IX. — Insertion des mutations au *Journal Officiel*

Si toutefois les mouvements et mutations concernant le personnel diplomatique et consulaire n'étaient pas toujours insérées au *Journal*

*officiel*, le ministre des affaires étrangères a pris des mesures pour que ces omissions soient réparées.

Depuis quelques années, tous les décrets et décisions concernant l'avancement et les mutations des agents diplomatiques et consulaires sont communiqués au *Journal officiel*.

#### X. — Congés. — Permissions. — Absences

En ce qui concerne les congrès, deux points paraissent particulièrement regrettables.

Nous avons déjà signalé les difficultés qui s'élèvent parfois entre le chef de poste et le chargé d'affaires ou gérant, lorsque le premier, prolongeant son congé au-delà des délais réglementaires, ne consent pas à son subordonné les avantages pécuniaires auxquels son intérim donne droit.

L'administration centrale doit alors intervenir et régler le différend. Mais il n'en demeure pas moins que ces solutions d'intérêt portent une atteinte grave à la discipline qui doit régner dans un poste. Il est donc désirable que, par des mesures sévères, le Département des Affaires étrangères réglemente le droit stricte de chacun et fasse tout son possible pour éviter les réclamations de cette nature.

D'autre part, nous croyons savoir que, dans certaines résidences diplomatiques de peu d'importance, une entente officieuse permet qu'un agent sur deux assure seul le service, le premier partant en permission dès que le second rentre de congé. Cet abus doit être absolument supprimé. Si l'Etat consent la dépense pour qu'un service soit assuré par deux agents, il doit tenir la main à ce qu'en dehors des congés autorisés et réglementaires, chaque fonctionnaire demeure au poste qui lui est dévolu.

#### XI. — Service du contrôle.

L'organisation du service du contrôle a été instituée au ministère des Affaires étrangères par arrêté en date du 24 janvier 1902.

Le mode de nomination du chef du service du contrôle a été fixé par la loi de finances du 31 mars 1903 dont l'article est ainsi conçu :

« Le contrôleur des dépenses engagées dans chaque ministère est nommé par décret contresigné par le ministre des Finances et par le ministre intéressé. »

## XII. — Annuaire diplomatique et consulaire.

Le Département nous communique la note suivante :

« La Commission du budget a précédemment critiqué les retards apportés dans la publication de l'*Annuaire diplomatique et consulaire*.

« Prenant acte de ces observations, le Département des Affaires étrangères s'est appliqué à publier, au début de chaque année, ce document administratif arrêté au 31 décembre de chaque année. L'annuaire est publié dès la correction des épreuves et la livraison par le fournisseur.

« L'insertion des cartes géographiques dans cet ouvrage avait été jugée inutile : mais l'annuaire de 1908 ne contenait-il pas l'atlas consulaire publié jusqu'alors.

« Cette mesure a été rapportée sur la demande de tous les agents en raison des graves inconvénients qu'elle présentait. Répartis sur toute la surface du globe, il est particulièrement difficile de connaître exactement la situation de tous les postes diplomatiques et consulaires, la zone dans laquelle ils se trouvent, leur distance du poste diplomatique dont ils relèvent. Seule, la consultation d'une carte peut suppléer à l'insuffisance de la mémoire.

« D'ailleurs, ces cartes sont actuellement gravées et les planches prêtes à servir ; la plus grosse dépense est faite et la publication de ces documents ne présente que des frais peu élevés.

« L'administration considère cette publication comme des plus utiles. »

## XIII. — Représentation du Ministre des Affaires étrangères à la Commission de répartition du pari mutuel et à la Commission de répartition des fonds prélevés sur le produit des jeux.

Aux termes de la loi du 2 juin 1891 et de l'article 3 du décret du 7 juillet 1891, réglementant les courses de chevaux en France, un prélèvement de 2 o/o en faveur des œuvres de bienfaisance est opéré sur les sommes versées au pari mutuel.

D'autre part, l'article 40 de la loi de finances du 16 avril 1895 décide que les fonds du pari mutuel consacrés aux œuvres d'assistance seront affectés jusqu'à concurrence du tiers à l'agrandissement et à la construction d'établissements hospitaliers.

Enfin, l'article 4 de la loi du 15 juillet 1907, réglementant le jeu dans les cercles et casinos, prescrit qu'un prélèvement de 15 o/o sera opéré sur le produit brut des jeux, au profit d'œuvres d'assistance, de prévoyance et d'utilité publique.

Pour la répartition de ces fonds, pour l'examen des requêtes adressées au Gouvernement aussi bien que pour contrôler et vérifier l'emploi des subventions, deux Commissions sont spécialement instituées : la première, sous la présidence du ministre de l'Agriculture, est chargée de la répartition des subventions accordées sur le produit du pari mutuel ; la seconde, sous la présidence du ministre de l'Intérieur, a pour mission de proposer l'emploi des fonds provenant du prélèvement opéré sur le produit des jeux.

Dans ces deux Commissions, plusieurs administrations ministérielles ont envoyé des représentants ; aussi est-il particulièrement regrettable que le ministre des Affaires étrangères n'ait jusqu'à présent, délégué aucun de ses agents pour présenter et soutenir les demandes relatives à nos institutions philanthropiques à l'étranger.

Nos nationaux à l'étranger, nécessiteux ou malades, doivent, autant que possible, recevoir de la mère patrie la même assistance et les mêmes soins que ceux de la métropole ; il est donc indispensable que le ministre des Affaires étrangères soit représenté dans les travaux de ces deux Commissions par un de ses fonctionnaires.

Le directeur de la comptabilité paraît tout désigné pour remplir cette mission.

#### XIV. — Modifications apportées dans les postes consulaires

Voici la liste des postes consulaires créés, transformés ou supprimés depuis 1908 :

14 avril 1908	Nagasaki, vice-consulat supprimé.
14 avril 1908	Reikiavick, vice-consulat créé.
14 avril 1908	Vladivostock, vice-consulat créé.
17 avril 1908	Oubone, vice-consulat érigé en consulat.
3 mai 1908	Vancouver, consulat supprimé.
3 juillet 1908	Korat, vice-consulat supprimé.
20 août 1908	Kharkoff, vice-consulat érigé en consulat.
27 août 1908	Batavia, consulat transformé en vice-consulat.
6 février 1909	Manchester, vice-consulat supprimé.
27 février 1909	Messine, vice-consulat supprimé.
18 mars 1909	Harrar, vice-consulat érigé en consulat.
20 juillet 1909	Matadi, vice-consulat supprimé.
20 juillet 1909	Larache, vice-consulat créé.
20 juillet 1909	Tétouan, vice-consulat créé.
2 octobre 1909	Amsterdam, consulat général transformé en vice-consulat.

2 octobre 1909	Rotterdam, consulat érigé en consulat général.
2 octobre 1909	Honolulu, vice-consulat supprimé.
2 octobre 1909	Saint-Pétersbourg, création d'un consulat.
21 février 1910	Florence, consulat transformé en vice-consulat.
21 février 1910	Cagliari, consulat transformé en vice-consulat.
21 février 1910	Nuremberg, consulat transformé en vice-consulat.
28 février 1910	Seattle, création d'un vice-consulat.
31 juillet 1910	Tarente, vice-consulat supprimé.
1 <sup>er</sup> août 1910	Fiume, consulat transformé en vice-consulat.
21 septembre 1910	Iquique, création d'un vice-consulat.
21 septembre 1910	Marrakech, création d'un vice-consulat.
21 septembre 1910	Jassy, vice-consulat supprimé.
21 septembre 1910	Tarragone, vice-consulat supprimé.
15 octobre 1910	Rangoon, consulat supprimé (1).
15 octobre 1910	Vancouver, consulat transformé en agence consulaire.
15 octobre 1910	Séoul, consulat général transformé en consulat.
15 octobre 1910	Tchéfou, consulat transformé en vice-consulat.

Voici les observations du ministère du Commerce sur les propositions du ministre des Affaires étrangères :

ETAT DES POSTES CONSULAIRES DONT LE MINISTÈRE DU COMMERCE A ÉTÉ SAISI POUR SUPPRESSION OU TRANFORMATION.

*Dardanelles.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat.

*Honolulu.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat et à son remplacement par une agence consulaire (Supprimé).

*Jassy.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat. (Supprimé.)

*Johannesburg.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat de Johannesburg et à la création d'un consulat général à Johannesburg-Prétoria.

*Manchester.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat et à son remplacement par une agence consulaire (Voir lettre du 16 novembre 1908). (Supprimé).

(1) Les crédits rendus disponibles par la suppression du consulat de Rangoon ont servi à relever les traitements du personnel des commis de chancellerie et des commis auxiliaires ; trente-neuf de ces agents ont bénéficié d'augmentations pour une somme totale de plus de 20.000 francs. D'autre part, il a été possible d'améliorer dans une certaine mesure la situation difficile de nos agents au Brésil ; les traitements de nos consuls à Bahia et Para ont été portés de 20.000 à 22 000 francs, de notre consul à Saint-Paul, de 28.000 à 29.000 francs, et de notre vice-consul à ce dernier poste, de 9.000 à 10.000 francs.

*Matadi.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat. (Supprimé.)

*Messine.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat. (Supprimé.)

*Nagasaki.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat et à son remplacement par une agence consulaire. (Supprimé.)

*Novorossisk.* — Adhésion à la transformation du vice-consulat de France en agence consulaire.

*Newport et Swansea.* — Refus d'adhésion à la suppression des vices-consulats et à leur remplacement par des agences consulaires. (Voir ci-dessous, lettre du 21 décembre 1907.)

*Tampico.* — Refus d'adhésion à la suppression du vice-consulat (Voir lettre du 17 mai 1907.)

*Torrente.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat. (Supprimé.)

*Tarragone.* — Adhésion à la suppression du vice-consulat et à son remplacement par une agence consulaire. (Supprimé.)

*Vancouver.* — (Supprimé.)

*Rangoon.* — Adhésion à la suppression du consulat. (Supprimé.)

Sur seize demandes de suppression depuis 1907, l'avis du ministère du Commerce a été favorable treize fois et défavorable trois fois.

#### SUPPRESSIONS OU RÉDUCTIONS DE POSTES.

Voici la liste des postes consulaires dont la Commission du budget a demandé la suppression ou la réduction et qui ont été cependant pourvus (quelques-uns plusieurs fois) de nouveaux titulaires :

Trieste	Consulat général	11 janvier 1909.
Zurich	—	29 octobre 1909.
Las Palmas	Consulat	14 avril 1908.
Carthagène	—	11 janvier 1909.
Philippopolis	—	6 février 1909.
Cortou	—	30 juillet 1909.
Carthagène	—	22 octobre 1909.
Monastir	—	24 novembre 1909.
Malte	—	27 novembre 1909.
Ostende	Vice-consulat	1 <sup>er</sup> février 1908.
Mons	—	15 février 1908.
La Corogne	—	14 avril 1908.
Jaffa	—	14 avril 1908.
Marache	—	1 <sup>er</sup> juillet 1908.

Vintimile	—	31 août 1908.
Tripoli	—	1 <sup>er</sup> novembre 1908.
Tripoli	—	2 février 1909.
Jaffa	—	2 février 1909.
Venise	—	6 février 1909.
Alicante	—	4 mars 1909.
Swansea	—	4 mars 1909.
Tripoli	—	30 avril 1909.
Palma	—	13 juin 1909.
Van	—	30 juillet 1909.
Coni	—	14 octobre 1909.
Dardanelles	—	14 octobre 1909.
Roustchouk	—	22 octobre 1909.
Mons	—	10 novembre 1909.
Terre-Neuve	—	16 novembre 1909.
Marache	—	18 janvier 1910.
Rhodes	—	31 janvier 1910.
Siwas	—	21 février 1910.
Marache	—	28 février 1910.
Palma	—	20 avril 1910.
Cadix	—	20 avril 1910.
Ostende	—	20 juin 1910.
Terre-Neuve	—	20 juillet 1910.
Coni	—	21 septembre 1910.
Constantza	—	21 septembre 1910.

Voici, enfin, la liste d'autres postes consulaires dont la Commission du budget a également demandé la suppression ou la réduction :

Saint-Sébastien	Consulat
Gibraltar	—
Tchentou	—
Fou-Tchéou	—
Almeria	Vice-consulat.
Bourgas	—
Angira	—
Bakou	—
Galveston	—
Tampico	—

LETTRES DU MINISTRE DU COMMERCE CONCERNANT CERTAINS POSTES  
DONT LA SUPPRESSION A ÉTÉ DEMANDÉE.

*Réunion des postes consulaires de Liverpool et de Manchester.*

Paris, le 16 Novembre 1908.

«... En raison de la proximité de ces deux villes, j'estime que la suppression du vice-consulat de Manchester ne présenterait pas de sérieux inconvénients, surtout s'il était remplacé par une agence consulaire ayant un titulaire expérimenté, et, en ce qui me concerne, je consentirais volontiers à ce que le poste de Liverpool étendit sa juridiction sur la ville et la région de Manchester. J'insisterais, toutefois, pour qu'il fût recommandé au titulaire du poste de Liverpool, qui deviendrait plus important, de porter toute son activité sur l'ensemble de nos intérêts dans la Mersey et de tenir nos départements très au courant du développement du commerce et de la navigation dans cette région si industrielle du Royaume-Uni. »

*Projet de suppression des vice-consulats de Newport  
et de Swansea.*

Paris, le 21 Décembre 1907.

« Sans méconnaître l'importance commerciale de Cardiff, je dois cependant faire remarquer que les ports de Newport et de Swansea ont un mouvement considérable avec la France.

« En 1906, la navigation française est entrée dans le mouvement général du port de Cardiff pour 306 navires jaugeant 225.833 tonnes, dont 123 voiliers jaugeant 183.451 tonnes et 183 vapeurs jaugeant 42.382 tonnes.

« Or, d'après le dernier rapport annuel du consul de France à Newton, la navigation française dans ce port a compté en 1906, tant à l'entrée qu'à la sortie, 393 navires d'une jauge nette totale de 113.396 tonnes, dont 146 vapeurs jaugeant 50.659 tonnes, et 247 voiliers jaugeant 62.737 tonnes. D'autre part, le trafic entre la France ou ses colonies et Newport dépasse un million de tonnes annuellement.

« Quant au port de Swansea, il a reçu pendant la même année 1906, 441 bâtiments français qui ont transporté en France 310.944 tonnes de combustible, tandis que l'ensemble des produits importés chez nous de Swansea s'élève à 1.914.955 tonnes. En

outre, nous avons importé à Swansea 104.467 tonnes, et nous sommes au premier rang des pays importateurs. »

« Il résulte de ces renseignements statistiques extraits des rapports de nos agents, que Newport et Swansea présentent une très grande importance pour notre navigation, et, dans ces conditions, je ne saurais me montrer favorable à la suppression des vices-consulats de ces ports et à leur remplacement par une simple agence consulaire. »

*Au sujet de la création d'un consulat de France à Mexico  
et de la suppression du vice-consulat de Tampico*

Paris, le 17 mai 1907.

« A la suite de cette communication (relative à la création à Mexico d'un consulat indépendant de la légation de France), je crus devoir prendre sur la question dont il s'agit l'avis des Chambres de commerce ou groupements commerciaux particulièrement intéressés. Les Chambres de commerce de Nantes, Bordeaux, Le Havre, ainsi que la Chambre des négociants-commissionnaires et du commerce extérieur, 18, rue de Paradis, et la Chambre de commerce d'exportation, 11, rue de la Grange-Batelière, se sont montrées favorables à cette création.

« D'autre part, le Comité central des armateurs de France, tout en reconnaissant que la création d'un consulat à Mexico présente des avantages, s'oppose, après avoir consulté les agents des intéressés au Mexique, à la transformation du consulat de Vera-Cruz en vice-consulat et à la suppression du poste de vice-consul à Tampico, mesures qui étaient envisagées par la Chambre de commerce française de Mexico comme devant favoriser l'établissement d'un consulat dans la capitale du Mexique. Les représentants de la France dans ces deux ports mexicains présentent, d'après les armateurs, une réelle utilité, non seulement pour leurs opérations, mais pour le commerce français en général, dont les intérêts seraient certainement privés de défense s'il était donné suite aux vœux précités ; le Comité des armateurs ne verrait donc pas sans regret s'opérer ces transformations, que la seule raison d'économie ne semble pas justifier.

« De son côté, la Chambre de commerce de Paris estime que, à raison de l'importance de la colonie française à Mexico et des intérêts considérables qui y sont représentés, il y aurait certains avantages à créer un poste de consul indépendant dans cette ville. Mais cette compagnie se déclare opposée à la transformation du consulat de Vera-Cruz et vice-consulat de Tampico, en agence consulaire.

« En présence des avis autorisés émis par les groupements précités,

je crois donc devoir recommander à votre Département le projet de création d'un conseil indépendant de notre légation au Mexique ; mais, d'accord avec la Chambre de commerce de Paris et le Comité central des armes, je ne saurais me montrer favorable à la transformation du consulat de Vera-Cruz en vice-consulat et à la suppression du vice-consulat de Tampico. »

La Commission du budget invite de nouveau le Département à hâter la suppression ou la transformation des postes sur lesquels les deux administrations sont d'accord.

#### XV. — Statut de la carrière diplomatique et consulaire.

La Chambre a invité, à plusieurs reprises, le ministre des Affaires étrangères à déposer un statut de la carrière diplomatique et consulaire. Ce statut est prêt, et le Ministre a bien voulu tenir compte pour la rédaction de ce document, de nos observations. Mais le Conseil des Ministres aurait décidé d'ajourner le dépôt de ce statut jusqu'au dépôt du statut général de toutes les administrations. Nous le regrettons, car il y a un grand nombre de dispositions qui sont spéciales aux agents du ministère des Affaires étrangères et qui pourraient être adoptées à part.

#### XVI. — Produit du tarif des chancelleries.

##### Augmentation des traitements.

Le ministère des Affaires étrangères a procédé à la révision du tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, et le nouveau tarif des taxes consulaires est appliqué depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1910.

L'application de ce tarif doit donner un supplément important de recettes, qui se décomposera comme suit :

##### 1<sup>o</sup> Recettes nouvelles :

Résultat du tarif modifié . . . . .	160.000 fr.	
2 % pour recouvrements internationaux. . . . .	150.000 "	
Immatriculation des Français . . . . .	380.000 "	
Change fixe de 3 %. . . . .	40.000 "	
Légalisations à Paris . . . . .	70.000 "	
	<hr/>	
	800.000 fr.	800.000 fr.
2 <sup>o</sup> Taxes prélevées en dehors des heures réglementaires . . . . .		60.000 "
3 <sup>o</sup> Recettes des agents consulaires supérieures à 1.000 francs . . . . .		400.000 "
	<hr/>	
		1.260.000 fr.

1.260.000 fr.

Cette plus-value devant être diminuée du montant des bonifications allouées réglementairement aux agents perceppeurs, soit . . . . .	360.000 »
Le bénéfice du Trésor sera de. . . . .	900.000 »

Nous avions déposé un plan de réorganisation au nom de la Commission du budget, en 1906 : nécessité de relever un grand nombre de traitements, création de zones, allocation aux agents mariés en proportion de leurs charges de famille, tels étaient les points principaux de cette réforme.

Au moyen de quelles ressources pouvait-on, sans grever le budget de charges nouvelles, réaliser ces améliorations ? On devait les trouver dans une réforme du tarif des droits de chancelleries. (Voir *Journal officiel* n° 331 du 6 décembre 1907, page 2.808).

En effet, lors du dépôt du projet de budget de l'exercice 1909, le Gouvernement présenta une demande d'augmentation basée sur les recettes que devait donner la révision du tarif des chancelleries.

Mais le ministre des Finances fit connaître que ce serait seulement lorsque le nouveau tarif serait élaboré qu'il pourrait être procédé aux améliorations demandées.

Aujourd'hui, cette réforme est effectuée et procurera au Trésor une plus-value de recettes évaluée à 900.000 francs. Le ministère des Affaires étrangères avait cru pouvoir demander 600.000 francs, en vue de procéder, dès maintenant, aux réformes projetées.

Cette somme de 600.000 francs doit être, comme suit, répartie sur différents chapitres :

1<sup>o</sup> Chapitre 1. — Personnel des services extérieurs. 220.000 fr.

La réforme la plus importante à effectuer est le relèvement des traitements du personnel.

Les émoluments du personnel subalterne sont notoirement insuffisants.

Dans son rapport n° 2.661 sur le budget de l'exercice 1906, p. 436, M. Gervais signalait déjà la situation pénible qu'occupent à l'étranger les débutants dans la carrière consulaire.

Récemment, le ministre des Affaires étrangères a procédé au relèvement du traitement des élèves vice-consuls. Un traitement minimum a été fixé d'après les zones des postes. Aucun élève vice-consul ou élève interprète ne reçoit un traitement inférieur à 3.000 francs.

Mais cette réforme doit se continuer pour les autres agents. Les commis de carrière n'ont pas la situation qu'ils méritent. Puisqu'ils ne

peuvent avancer en grade, ils devraient au moins être augmentés dans une proportion plus forte. Le traitement moyen est de 3.500 francs.

Quant aux commis auxiliaires, indigènes, lettrés chinois ou japonais, ils ne perçoivent en moyenne que 2.000 francs par an. Or, les services qu'ils rendent par leur expérience des usages locaux, la connaissance des idiomes du pays, sont particulièrement appréciables.

Pour assurer le recrutement de ces serviteurs modestes et dévoués, il est de toute nécessité d'améliorer leur situation matérielle.

Le Département des Affaires étrangères doit également songer à relever le traitement des chanceliers, des vice-consuls et de plusieurs chefs de poste.

Les traitements actuels ont été fixés il y a longtemps et ils n'ont pas été modifiés faute de crédit.

Or, la vie matérielle a augmenté dans tous les pays, les fluctuations du change, autrefois favorables à nos agents, ne leur laisse plus aucun bénéfice. Certains événements politiques ont complètement modifié les conditions de l'existence dans plusieurs régions. La guerre hispano-américaine a substitué le dollar à la piécette dans diverses provinces, l'expédition du Transvaal a rendu la vie dans l'Afrique du Sud particulièrement onéreuse, la guerre russo-japonaise a eu les mêmes résultats pour les postes d'Extrême-Orient.

Tous les agents se plaignent de l'insuffisance de leur traitement. Moins bien rémunérés que beaucoup de leurs collègues étrangers, ils constatent avec découragement cet état d'infériorité.

Les carrières officielles sont ouvertes à tous les candidats sans condition de naissance ou de fortune. Il est du devoir d'un gouvernement démocratique d'assurer à tous ses agents les conditions matérielles de l'existenee et de les mettre à même de tenir leur rang à l'égard des étrangers au milieu desquels ils doivent vivre.

2<sup>o</sup> Chapitre II. — Indemnités de loyer . . . . . 180.000 fr.

Les chancelleries diplomatiques et consulaires de France à l'étranger sont généralement mal installées. De nombreux agents continuent encore à avoir les bureaux dans leur domicile privé ou dans des quartiers retirés, loin du port et du centre des affaires.

Le bon renom de notre pavillon exige que ces dispositions soient modifiées et que les bureaux français soient installés sur le même pied que ceux des puissances étrangères, sans luxe ni somptuosité, mais avec confortable et propreté.

3<sup>o</sup> Chapitre XIV. — Dépenses des résidences . . . . . 200.000 fr.

Nous n'avons cessé de signaler l'insuffisance du chapitre affecté aux dépenses de service. Des renseignements demandés dernièrement par circulaire, il résulte que tous les chefs de poste déclarent ne plus

pouvoir assurer convenablement le service de leurs bureaux, si le fonds d'abonnement mis à leur disposition n'est pas augmenté.

Le renchérissement de la vie matérielle, les exigences de la domesticité, les fluctuations du change, les améliorations que nécessitent les usages modernes (téléphone, machines à écrire, ouvrages professionnels), sont les causes principales de ces réclamations.

La mise à la disposition du ministre des Affaires étrangères de ces crédits lui eût permis d'accomplir une réforme que son Département et nos nationaux à l'étranger considèrent comme indispensable.

De l'exposé qui précède, il ressort que l'affectation des deux tiers des recettes nouvelles, aux dépenses de personnel et de service du ministère des Affaires étrangères, eût été indispensable pour assurer les réformes et les améliorations préconisées depuis si longtemps pour les services extérieurs.

Mais le ministre des finances intervint, invoquant les difficultés de la situation budgétaire. Désireux de faciliter à son collègue l'établissement du budget de l'exercice 1910, le ministre des Affaires étrangères estima que la réforme pourrait être faite en deux années et proposa d'imputer pour ces deux exercices les crédits budgétaires nécessaires à la réorganisation précitée. Un crédit de 400.000 francs inscrit au titre de l'exercice 1910 eût permis d'apporter les améliorations les plus nécessaires. La seconde annuité de 200.000 francs eût été imputable au budget de 1911.

Exercice 1910 :

Chapitre 6 . . . . .	100.000 fr.
Chapitre 11 . . . . .	150.000 "
Chapitre 14 . . . . .	150.000 "
	<hr/>
	400.000 fr.
	<hr/>
	400.000 fr.

Exercice 1911 :

Chapitre 6 . . . . .	120.000 fr.
Chapitre 11 . . . . .	30.000 "
Chapitre 14 . . . . .	50.000 "
	<hr/>
	200.000 fr.
	<hr/>
	200.000 fr.
	<hr/>
	600.000 fr.

Que sont devenus ces projets ?

Le ministre des finances s'étant refusé à accorder un centime pour l'année 1910, le ministre des Affaires étrangères s'engagea à proposer les 600.000 francs dans le projet de budget 1911.

Cet engagement nous regrettions d'avoir à le constater, n'a pas été tenu.

Au lieu de 600.000 francs que le ministre des Affaires étrangères s'est engagé à demander sur les 900.000 francs que doit procurer la réforme en 1911, il n'en a retenu que 60.000 francs au chapitre 11 (loyers) plus 100.000 francs au chapitre 14 (résidences), soit 160.000 francs. Nous avons réussi à obtenir encore 110.000 francs au chapitre 6 (personnel des services extérieurs), soit au total 270.000 francs (au lieu de 600.000 francs).

Votre rapporteur ne peut qu'exprimer son vif regret que le ministre n'ait pas maintenu ses propositions : car la réforme du tarif des chancelleries n'avait été entreprise sur notre initiative qu'en vue d'améliorer la situation de nos agents à l'extérieur, sans imposer de charges nouvelles au budget. Il souhaite que cette situation ne se perpétue pas, surtout si, comme il l'espère, la réforme du tarif des chancelleries est reprise et poursuivie dans les conditions qu'il a déjà indiquées.

### XVII. — Attachés commerciaux

La loi du 7 décembre 1908 porte création au ministère des Affaires étrangères de six emplois d'attachés commerciaux.

Les raisons qui motivaient cette institution sont longuement indiquées dans le projet de loi n° 1.564 et dans notre rapport 1.629 (exercice 1908).

Le traitement personnel attribué à chacun de ces fonctionnaires est de 20.000 francs.

Il leur est également attribué des indemnités calculées d'après une échelle de cherté de vie dans les pays qu'ils doivent visiter :

Grande-Bretagne . . . . .	10.000 fr.
Pays d'Europe . . . . .	10.000 "
Levant . . . . .	15.000 "
Amérique du Nord. . . . .	25.000 "
Amérique du Sud . . . . .	30.000 "
Extrême-Orient . . . . .	20.000 "

Ces allocations comprennent les frais de voyages, les indemnités d'installation, les dépenses de bureau, dactylographie, copie, traductions, affranchissements, etc.

\* \* \*

A la demande de M. Paul Cambon, un consul de 2<sup>e</sup> classe, M. Jean Périer, passait, en janvier 1905, de notre consulat général à notre ambassade à Londres, à titre d'attaché commercial. L'expérience ainsi tentée ayant paru concluante, le Parlement, en décembre 1908, votait

une loi qui sanctionnait l'existence d'un attaché commercial en Angleterre et décidait la création à brève échéance, de cinq autres attachés commerciaux.

Quatre attachés furent nommés, dès les premiers mois de 1909, en Allemagne, en Russie, en Orient et en Extrême-Orient.

Nous allons examiner la manière dont chacun de nos attachés commerciaux a compris son rôle et la physionomie qu'il a su donner à sa mission. S'il y a certains procédés d'un emploi commun pour tous ces agents, il doit y avoir, non pas une méthode d'attaché commercial, mais plusieurs méthodes, chacune d'elles étant conditionnée par le milieu économique différent où l'on opère.

I. — MÉTHODE D'ACTION DES ATTACHÉS COMMERCIAUX APPLICABLE  
AUX PAYS A GRAND DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
(ANGLETERRE, ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS).

Avec les pays de ce genre, la France n'a guère que des relations purement commerciales et, en règle générale, ne peut songer à y créer des industries (1), à y faire des travaux publics, à y prendre part à des adjudications de l'État ou de grandes opérations financières.

En Angleterre, spécialement, ces trois dernières sortes de manifestations de l'activité économique de la France sont impossibles. Par contre, elle dirige outre Manche presque le quart, en tout cas plus du cinquième de ses exportations totales; en outre, les ventes de nos produits agricoles à l'étranger se font presque entièrement avec le Royaume-Uni. Un attaché commercial français en Angleterre doit donc porter tous ses efforts sur le côté commercial de nos relations avec la Grande-Bretagne. C'est ce qu'à compris M. Périer et, comme il l'a souvent expliqué dans ses rapports, ses fonctions « d'action commerciale » se subdivisent comme suit :

1<sup>o</sup> *Fournir des renseignements commerciaux.*

a) De temps à autre, par des *rapports*, « répandre des idées » sur notre exportation en Angleterre, sur son état actuel et sur les moyens de la développer. Ces rapports répondaient à un besoin : en effet, bien que l'on ait dû, pour l'un d'eux, faire une seconde édition et qu'un autre ait été tiré à 6.000 exemplaires, tous ces rapports sont complètement épuisés.

b) Par une *correspondance directe avec les particuliers*, réunir tous ces multiples petits renseignements que réclame le monde des affaires.

(1) De plus, il est à remarquer que les industries anglaises ne sont presque jamais concurrentes de nos industries exportatrices sur les marchés internationaux. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter et de surveiller leur développement.

Certes, un attaché commercial ne peut être un esprit universel ; mais, s'il a des relations, s'il a, comme le dit M. Périer, de nombreux « boutons d'appel », il doit, avec un peu de patience, parvenir à obtenir n'importe quel renseignement commercial.

*2. Être comme un trait-d'union entre les exportateurs français et des représentants de commerce (français ou anglais) de bonne réputations.*

Toute la question exportation se ramène à ceci : être bien représenté à l'étranger. C'est parce que nos concurrents ont, à cet égard, une si forte organisation, constituée surtout par des représentants de commerce de leur propre nationalité, c'est pour cela que leurs exportations, en particulier celles des Allemands, se sont si formidablement développées depuis trente ans. M. J. Périer, en cinq années de travail, est parvenu à dégager une élite d'une centaine de représentants de commerce (français ou anglais) qu'il peut indiquer, à tout moment, à vos exportateurs. Il s'est appliqué à étudier, à fond, leurs antécé-dents. Par un contact continu avec ces représentants qui viennent fréquemment le voir, il est tenu au courant de la marche des représentations qui leur sont venues par son intermédiaire. — D'autre part, les maisons de France, auxquelles il a procuré un agent, lui font également connaître de temps à autre, les résultats obtenus.

*3. Aider des représentants, d'une réputation particulièrement bonne, à entrer en communication avec des exportateurs français d'un article pour lequel ces représentants aperçoivent un débouché certain.*

S'il est difficile à l'exportateur de se procurer un bon représentant, il est encore plus difficile à un représentant d'entrer en rapports avec des importateurs, car le plus souvent il n'a ni le temps, ni les moyens péquniaires suffisants pour aller parcourir les villes de France à la recherche de l'exportateur de tel ou tel produit dont il désire la représentation. S'il fait paraître une note dans les journaux, il ne reçoit guère de réponses, parce que ce procédé, à juste titre, n'inspire pas de confiance aux exportateurs. Lorsqu'il s'agit donc d'un représentant d'une réputation particulièrement solide et qui voit un débouché certain pour un article français, M. Périer met, sous sa signature, une insertion au *Moniteur officiel du Commerce*. Il y indique l'article pour lequel s'offre un débouché et invite les exportateurs intéressés à s'adresser à lui pour obtenir le nom du représentant visé et des renseignements sur ce dernier.

*4. S'occuper, dans la plus large mesure possible, des jeunes Français qui viennent en Angleterre.*

Soit, que ceux-ci viennent d'outre-Manche seulement pour y apprendre l'anglais, ou pour y trouver des emplois, d'abord de

« volontaires », ensuite d'employés rétribués, ces jeunes gens sont de futurs exportateurs ou de futurs représentants de commerce, c'est-à-dire des éléments précieux pour notre expansion commerciale.

Aussi notre attaché commercial en Angleterre apporte-t-il un soin particulier à l'exercice de cette quatrième fonction. Il est certain que nous sommes d'excellents producteurs; à l'inverse, nous sommes d'assez médiocres exportateurs, faute d'être renseignés sur ce qui se passe au dehors et par manque de cette véritable armée de représentants de commerce et de commis-voyageurs dont disposent nos rivaux. C'est probablement pour permettre à M. Périer d'aider les jeunes Français, dont il s'occupe, à se caser en d'autres pays de langue anglaise, qu'on lui a donné le titre d'attaché commercial dans les pays britanniques. Il paraît, en effet, impossible à un fonctionnaire, si actif qu'on puisse le supposer, de surveiller à la fois notre trafic considérable avec l'Angleterre et, en plus, notre commerce avec les colonies britanniques.

Les fonctions de l'attaché commercial en Angleterre s'exercent alternativement des deux côtés de la Manche. Il a peu à voyager dans le Royaume-Uni, car l'énorme courant commercial qui porte, année moyenne, 1 milliard 200 millions de francs de nos marchandises en Angleterre ne forme pas un delta, mais se déverse presque par une seule embouchure, qui se trouve à Londres (1). Par contre, ce courant est alimenté par une foule de sources, généralement petites ou moyennes, et réparties sur tout le territoire français. Aussi, notre attaché commercial à Londres, parcourt-il, pendant les deux ou trois autres mois, les diverses régions de la France qui exportent outre-Manche. Après cinq ans de voyage, qui l'ont amené même à deux reprises sur certains points, il ne lui reste plus qu'à se rendre en Bourgogne, dans le Dauphiné, le midi languedocien et la région de Nice, pour avoir visité la France entière.

Le traitement de notre attaché commercial en Angleterre est de 20.000 francs (somme réduite à 19.000 fr. par la retenue pour la retraite). Il a une indemnité de 10.000 fr. pour ses frais de réception, de bureau et de voyages, soit en tout : 29.000 francs. La somme globale que reçoit l'attaché commercial d'Angleterre à Paris est d'environ un quart plus élevée. Notre consul général à Londres, dont le traitement n'a cependant rien d'excessif, est, lui aussi, mieux rétribué : 35.000 fr. de traitement et 9.000 fr. de fonds d'abonnement.

Les détails que nous venons de donner sur les fonctions de notre attaché commercial en Angleterre nous permettent d'être plus bref en ce qui concerne celles de son collègue en *Allemagne*. Elles sont, en effet, à peu près identiques, l'Allemagne, étant, comme l'Angleterre,

(1) Nos marchandises sont ensuite revendues par des maisons anglaises de Londres à celles de la province, ce qui présente d'ailleurs plus d'un inconvénient. M. Périer travaille à ce qu'il appelle la « décentralisation » de notre commerce en Angleterre.

à grand développement économique. Nous nous bornerons donc à montrer les quelques différences qui existent entre les fonctions de ces deux agents.

Notre exportation outre-Rhin, bien qu'elle se soit considérablement accrue depuis dix ans, est loin d'avoir l'importance de notre exportation en Angleterre. Aussi l'activité de notre attaché commercial en Allemagne pourra-t-elle, avec le temps, s'étendre utilement en Hollande et en Suisse, pays qui, d'ailleurs, ont été mis dans sa sphère d'action éventuelle. Quoi qu'il en soit, M. Ferrand, avec raison, porte actuellement ses efforts à peu près exclusivement sur l'Allemagne. Il y voyage continuellement. En effet, à l'inverse de ce qui se passe en Angleterre, notre commerce au delà du Rhin (conséquence de l'ancienne Constitution politique allemande) est complètement décentralisé et se fait avec chacun des divers Etats de l'Empire. A l'inverse, les « sources » françaises où prend naissance notre exportation vers l'Allemagne sont moins nombreuses que celles qui forment notre exportation au-delà de la Manche. Aussi M. Ferrand aura-t-il plus à voyager en Allemagne qu'en France. Néanmoins, il a déjà visité la Normandie (pour les pommes à cidre) et toute la vallée du Rhône (pour les fruits et légumes).

Un très remarquable rapport de M. Ferrand sur notre exportation de produits agricoles en Allemagne a récemment paru et a eu beaucoup de succès dans les milieux intéressés.

L'Allemagne est un pays à grand développement économique, mais depuis trente ans seulement; par suite, elle a encore besoin de capitaux étrangers. Dans quelle proportion nos capitaux vont-ils en Allemagne? Dans quelle mesure est-il sage de faciliter ainsi la prospérité de nos rivaux? Voilà des questions qui méritent d'être étudiées et qui, sans doute, ont déjà dû appeler l'attention de M. Ferrand.

Il a aussi à surveiller les progrès des nombreuses industries allemandes qui sont concurrentes des nôtres sur les marchés internationaux.

Le traitement total de notre attaché commercial en Allemagne est le même que celui de notre attaché commercial en Angleterre.

Il est regrettable que l'on n'ait pas pourvu plus promptement à la nomination d'un attaché commercial aux *Etats-Unis*. La faute n'en incombe pas cependant à l'administration du quai d'Orsay, mais à l'absence de candidats. La rétribution de tous nos attachés commerciaux apparaîtra, d'ici à quelques années, avec le développement de leurs services, comme insuffisante; celle affectée à l'attaché commercial aux *Etats-Unis* est déjà insuffisante (20.000 francs, plus 30.000 d'indemnité). C'est pourquoi tous les agents auxquels on avait offert ce poste avaient refusé. Cependant, il vient d'être accepté par un plénipotentiaire. Il se rendra prochainement à New-York. Sa sphère d'action, qui comprendra les *Etats-Unis* et le Canada, sera, en réalité,

beaucoup moins étendue qu'elle le paraît au premier abord, car notre commerce y est localisé seulement dans quelques villes.

M. Fabre aura à s'occuper, lui aussi, surtout de questions commerciales. Néanmoins il devra, encore plus que notre attaché commercial en Allemagne, se préoccuper des questions financières : les Etats-Unis cherchent à attirer nos capitaux. Enfin, il aura, dans une certaine mesure, à s'occuper de la création aux Etats-Unis d'établissements industriels français, car trop souvent nos fabricants, paralysés dans leurs exportations par les hauts droits de douanes américaines, sont obligés, pour ne pas perdre complètement leurs débouchés, d'installer des usines sur le sol de l'Union.

La méthode d'action d'un attaché commercial français aux Etats-Unis est, ont le voit, une sorte de transition entre la méthode applicable par ses collègues installés dans des pays à grand développement économique (Angleterre, Allemagne) et celle applicable dans des pays à vie économique encore peu intense (Orient, Russie, Extrême-Orient).

II. — MÉTHODE D'ACTION DES ATTACHÉS COMMERCIAUX  
APPLICABLE AUX PAYS A FAIBLE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.  
(RUSSIE, ORIENT, EXTRÊME-ORIENT.)

Dans ces trois régions, notamment en Russie, nos attachés commerciaux ont à s'occuper de nos échanges de marchandises, mais encore plus peut-être de la création d'industries par des Français, d'adjudication de travaux publics ou de fournitures de l'Etat à faire obtenir par nos nationaux, enfin de grandes opérations financières à faire entreprendre par nos établissements de crédit. Dans tout cela, commerce et politique se mêlent intimement. Aussi, l'attaché commercial, en ces pays, ne peut-il pas avoir la liberté d'allures qui lui est laissée dans ceux de la première catégorie. A part ce qui concerne les échanges commerciaux, son action doit se subordonner à celle du chef de la mission diplomatique, dont il est comme l'officier d'état-major, spécialisé dans une certaine tâche et par lequel il est chargé d'étudier le terrain.

L'exercice de ces fonctions multiples lui est facilité par ce fait qu'il est relativement peu occupé par les questions purement commerciales, car nos ventes aux pays de cette seconde catégorie sont peu importantes. La seule Normandie exporte en Angleterre environ 90 millions de francs ; beaucoup plus que la France entière ne vend à la Russie (63 millions) ou à la Turquie (68 millions). Nos envois en Chine (13 millions) et au Japon (10 millions) forment une somme globale inférieure de près de moitié à ce que la seule Bretagne vend outre-Manche : 40 millions.

Il y a un an que M. Dupeyrat a été nommé attaché commercial en Russie.

Son traitement est de 20.000 francs, plus 15.000 francs d'indemnité. Il a dans sa sphère d'action toute la Russie. Il s'applique actuellement à l'étudier à fond, surtout au point de vue industriel et financier. Il s'est enfin employé, avec beaucoup de zèle, à faire créer à Saint-Pétersbourg une Chambre de commerce franco-russe, qui rendra certainement beaucoup de services. A deux reprises, déjà, il a visité des villes françaises qui exportent en Russie.

M. Lefèvre-Méaulle a été nommé attaché commercial en *Orient* en février 1909. Comme il s'agissait alors pour nous de faire vite et de profiter du boycott des marchandises autrichiennes, notre attaché commercial en Angleterre avait été chargé, en novembre 1908, à la demande de M. Cruppi, d'une mission temporaire en Turquie. Il a pu ainsi préparer les voies à M. Méaulle et ce dernier a continué l'effort de son collègue sans qu'il y ait eu solution de continuité. En février 1909, M. Méaulle rencontrait M. Périer à Marseille et, durant deux mois, ces fonctionnaires visitèrent ensemble une trentaine de villes de France intéressées au commerce avec le Levant.

M. Méaulle a pu, avant la fin de 1909, publier un très important et très intéressant rapport commercial. On sait, en outre, la part qui lui revient dans l'organisation de la caravane de négociants et d'officiers ottomans qui sont venus, en juin de cette année, visiter sous sa conduite nos principaux centres industriels.

M. Lefèvre-Méaulle a dans sa circonscription la Turquie entière et l'Egypte. Mais cette vaste surface géographique se ramène en réalité, à l'étude commerciale, à huit villes où se concentrent nos exportations : Constantinople, Trébizonde, Salonique, Smyrne, Beyrouth, Damas, Alexandrie, Le Caire. Cependant pour les visiter de temps à autre, à tour de rôle, il aura à voyager assez souvent. Il a déjà séjourné longuement à Constantinople et à Smyrne. Il va maintenant se rendre à Salonique, en Egypte et en Syrie.

Le traitement de M. Méaulle est de 20.000 francs, plus une indemnité de 15.000 francs.

La nomination de M. Pila, fils d'un des négociants les plus connus de Lyon, comme attaché commercial en Extrême-Orient a été particulièrement bien accueillie dans la ville de France qui fait le plus grand trafic avec l'Extrême-Orient. Notre agent, par tradition de famille et aussi par un séjour de plusieurs années comme consul de France en Chine, était, en effet, spécialement qualifié pour ce nouveau poste.

Il a été nommé en février 1909, avec un traitement de 20.000 francs, plus une indemnité de 25.000 francs.

Après avoir visité les principaux centres français intéressés au commerce avec la Chine et le Japon, il est parti pour ces pays et

vient de séjourner longuement dans les quelques ports où se font nos ventes et nos achats. M. Pila aura beaucoup à s'occuper des achats de matières premières (soie, etc.) que nous faisons en Extrême-Orient et qui, encore plus peut-être que nos exportations, constituent la partie capitale de notre trafic avec la Chine et le Japon. (Nous vendons à la Chine pour 13 millions de francs et lui achetons pour 189 millions de francs de marchandises. Nos exportations au Japon sont de 10 millions et nos achats de 93 millions).

De même que ses collègues en Russie et dans le Levant, et comme collaborateur spécialiste de nos chefs de mission diplomatique en Chine et au Japon, M. Pila aura aussi à s'occuper des questions qui se rattachent à la création d'industries, à l'obtention de travaux publics ou de fournitures aux Gouvernements, à la participation à des opérations financières par nos nationaux.

Un très beau rapport de M. Pila sera publié prochainement.

### CONCLUSIONS.

On voit que nos attachés commerciaux travaillent et qu'ils ont su donner chacun à leur mission le caractère particulier imposé par les conditions du milieu économique où ils agissent.

Dans le monde des affaires, en France et à l'étranger, on leur fait le meilleur accueil, on les encourage, on apprécie leurs efforts. La méthode d'action commerciale de M. Périer même a été l'objet d'un rapport au Gouvernement anglais présenté par l'un de ses agents diplomatiques, et il semble bien que ce Gouvernement se soit inspiré de cette méthode lors de la réorganisation récente de son corps d'attachés commerciaux.

Cependant quelques esprits critiques et quelques partisans irréductibles du « non-interventionnisme en tout et pour tout » n'ont pas encore désarmé. A l'égard de nos attachés commerciaux, ils manifestent de temps à autre, leur hostilité. Aux esprits critiques qui s'étonnent que nos attachés commerciaux n'aient pas déjà complètement transformé notre commerce d'exportation, on peut répondre qu'une transformation de ce genre ne se fait pas en un jour, que c'est toute une éducation nouvelle de nos exportateurs qu'il s'agit d'entreprendre, que pour cela il faudra des années d'un travail persistant et méthodique.

Quant aux partisans du « non-interventionniste », on peut leur demander pourquoi l'Angleterre, toujours si hostile à la création de nouveaux fonctionnaires, a précisément été la première à instituer, il y a plus de quinze ans, un corps de huit attachés commerciaux ; pourquoi presque tous les pays ont suivi cet exemple ; pourquoi, enfin, l'Allemagne (de tendances interventionnistes, il est vrai, mais

toujours prête à seconder ses exportations), a nommé plus de vingt attachés commerciaux.

La vérité est que la création des attachés commerciaux s'imposait en France, comme elle s'était imposée à nos concurrents.

Si l'on en juge par les antécédents professionnels des agents nommés à ces postes, les choix faits paraissent excellents. Souvent on nous cite en exemple les fonctionnaires coloniaux, les diplomates, les consuls, les attachés commerciaux de l'Angleterre et de l'Allemagne. Lorsqu'on examine les choses de près, on constate que ces fonctionnaires ne sont pas, personnellement, supérieurs aux nôtres. Mais, tandis que nous demandons aux nôtres de réaliser des prodiges en peu de temps et que nous les déplaçons continuellement, l'Angleterre et l'Allemagne s'efforcent de donner à leurs fonctionnaires de l'avancement sur place et les maintenir aux mêmes postes durant dix, quinze et vingt ans. Tout est là ; et, en particulier pour nos attachés commerciaux, ce qu'il faut, c'est choisir des agents de valeur, leur accorder confiance et leur laisser le temps de se développer et de faire œuvre utile.

## *QUATRIÈME PARTIE*

---

# CHRONIQUE

---

## FRANCE

### **I. — Exequaturs**

L'Exequatur a été accordé à M. Jdanoff, consul général de Russie à Lyon.

A M. le chevalier Louis de Zepharovich, consul général d'Autriche-Hongrie à Marseille.

A M. Emile-Joseph Piéton, consul de Colombie à Charleville.

A M. le docteur P.-Maurice Huch, vice-consul de Colombie à Menton.

A M. J. D. W. Berghuis, consul des Pays-Bas à Nice, avec juridiction sur les départements des Alpes-Maritimes, Basses-Alpes et Hautes-Alpes.

A M. Herman Carageordiadès, vice-consul de Grèce à Vichy.

A M. Vicente Palmaroli y Reboulet, consul d'Espagne à Perpignan, avec juridiction sur le département des Pyrénées-Orientales, à l'exception de Port-Vendres.

A M. Pierre Hubidos, vice-consul de Turquie à Cette.

A M. Cesare Biancheri, consul général d'Italie à Marseille, avec juridiction sur les départements du Gard, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, des Basses-Alpes, des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault, de l'Ariège, de la Haute-Garonne, du Tarn, de la Lozère et de l'Aveyron.

A M. Louis-Joseph Simon, consul général de la république de Haïti au Havre.

A M. Fabio Arosemena, consul général de Panama à Paris.

A M. Paul Leuba, consul de Suisse à Besançon, avec juridiction sur les départements du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône et le territoire de Belfort.

A M. Ignazio Randaccio, consul général d'Italie au Havre, avec juridiction sur les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure, de l'Orne, du Calvados, de la Manche, du Finistère, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord.

A M. Henri Trüb, consul de Perse à Cannes.

A M. Jules Robin, consul de Turquie à Lyon.

A M. James-Marie-Eugène Woologhan, consul de Monaco à Bordeaux.

A M. Fabio Ramos, consul des Etats-Unis du Brésil à Boulogne-sur-Mer.

A M. Enrico Acton, consul général d'Italie à Nice, avec juridiction sur le département des Alpes-Maritimes.

A M. Belisario de Calisto, consul de l'Equateur à Marseille.

---

## II. — Nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'Honneur

Par décrets du Président de la République rendus sur la proposition du ministre des affaires étrangères, et vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que les promotions et nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

*Au grade d'officier.*

MM.

Communaux (Etienne-Victor), président de la fédération des cercles tunisiens de la ligue de l'enseignement. Chevalier du 14 août 1900.

Pellé (Maxime-Charles-Joseph), directeur général de la compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa. Chevalier du 25 décembre 1899.

Trélat (Jean-Marcel-Victor), président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma. Chevalier du 18 juillet 1891.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Charley (Camille-Sébastien-Gustave), directeur général de l'enseignement à Tunis ; 19 ans de services : services exceptionnels rendus à l'enseignement en Tunisie.

Dumergue (Césaire-Alexandre-Joseph), vice-président de la municipalité de Tunis : services exceptionnels rendus à l'influence française en Tunisie depuis 1867.

Gresse (Martin-Adolphe), ingénieur des ponts et chaussées à Sousse ; 32 ans de services.

Delmas (Joseph-Frédéric-Jean-Baptiste), avocat, membre de la conférence consultative à Tunis : plus de vingt ans d'exercice de la profession d'avocat. Services très distingués rendus à l'influence française.

De Warren (Edouard), président de l'association agricole de la Tunisie. Ancien officier de cavalerie ; 11 ans de services militaires : a contribué, pour une très large part, depuis 1903, au développement des idées de coopération et de mutualité en Tunisie. Titres exceptionnels.

Dubourdieu (Lucien), conservateur de la propriété foncière à Tunis ; 32 ans de services dans l'administration des finances.

Braquehaye (Jules-Pie-Louis), médecin chef de service à l'hôpital civil français de Tunis, agrégé de la faculté de médecine de Bordeaux : services exceptionnels rendus dans l'organisation de l'hôpital civil français de Tunis.

Baldauff (Ferdinand-Edmond), administrateur délégué de la compagnie des tramways de Tunis : a collaboré depuis vingt ans à toutes les grandes entreprises de travaux publics et de colonisation en Tunisie. Titres exceptionnels.

Curtelin (Jean-Baptiste), membre de la chambre de commerce de Tunis, membre de la conférence consultative : 28 ans de pratique commerciale en Tunisie. Services rendus aux intérêts français.

Boisset (Louis-Emile-Marc), gérant de l'agence consulaire de France à El-Ksar (Maroc). Titres exceptionnels : a déployé la plus grande activité et le plus grand courage pour assurer le ravitaillement

de la mehalla marocaine commandée par la mission militaire française.

Béliard (Henri-Gustave), ingénieur des arts et manufactures. Président de la chambre de commerce française d'Anvers : services très distingués rendus depuis plus de vingt ans aux intérêts français à l'étranger. Campagne de 1870-1871 (siège de Paris).

Gouverneur (Ernest), négociant, vice-président et fondateur de la chambre de commerce française de Bruxelles : services très distingués rendus depuis plus de vingt ans aux intérêts français à l'étranger. A contribué pour une très large part au développement des œuvres françaises de bienfaisance de Bruxelles.

Brunner (Henry), citoyen américain, administrateur délégué de la banque franco-américaine : a puissamment contribué au développement des relations commerciales et industrielles entre la France et les Etats-Unis.

---

### III. — Nominations, mutations et révocations dans le personnel

Par décret en date du 22 février 1911, M. Laurence de Lalande, ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Rio-de-Janeiro.

Par décret du Président de la République en date du 2 mars 1911 :

M. Cruppi (Jean), député, a été nommé ministre des Affaires étrangères en remplacement de M. Stephen Pichon dont la démission a été acceptée.

Par arrêté en date du 4 mars 1911, sont nommés chefs adjoints du cabinet du ministre des affaires étrangères :

M. Pichon (Adolphe), ancien chef du cabinet du ministre du commerce et de l'industrie.

M. Martin, ancien sous-préfet, rédacteur principal à la préfecture de la Seine.

Par arrêté en date du 6 mars 1911 :

M. Maurice Herbette, secrétaire d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe, sous-directeur des unions internationales et des affaires consulaires, est nommé chef du cabinet et du personnel.

M. Choublier, consul de 1<sup>re</sup> classe à Salonique est nommé chef adjoint du cabinet.

M. Lahillonne, agrégé de l'Université, ancien chef adjoint du cabinet du ministre du commerce et du garde des sceaux, est nommé chef du secrétariat particulier.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères, en date du 11 mars 1911 M. Baudoin-Bugnet, directeur du personnel, de la marine marchande et des transports au ministère du commerce, a été nommé membre de la commission instituée au ministère des affaires étrangères en vue d'étudier les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter au tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires dont la mise en vigueur a été autorisée à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1910 par l'article 58 de la loi de finances du 8 avril 1910.

Par décrets en date du 11 mars 1911 :

M. Jousselin, consul de 2<sup>e</sup> classe à Monastir, est nommé à Salonique, en remplacement de M. Choublier, délégué dans les fonctions de chef adjoint du cabinet du ministre.

M. Carlier, consul de 2<sup>e</sup> classe, chargé des fonctions de consul suppléant à Barcelone, est nommé au consulat d'Uskub (poste transformé).

M. de Berne-Lagarde, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe à Uskub, est nommé au vice-consulat de Monastir (poste transformé).

Par décret en date du 18 mars 1911, sont promus à la 2<sup>e</sup> classe de leur grade :

M. Bizouard de Montille, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe à Madrid.

M. Brugière de Barante, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe à Buenos-Ayres.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères, en date du 3 avril 1911 :

M. Tréfeu, directeur de la navigation et des pêches maritimes au ministère de la marine, a été nommé membre de la commission instituée au ministère des affaires étrangères en vue d'étudier les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter au tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires dont la mise en vigueur a été autorisée, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1910, par l'article 58 de la loi de finances du 8 avril 1910.

Par décret du Président de la République française, en date du 12 avril 1911 :

M. Hamon (Frantz-Théodore), directeur de la comptabilité au ministère des affaires étrangères a été révoqué.

Par un décret en date du 1<sup>er</sup> mai 1911, M. Bizot, inspecteur des finances de 1<sup>re</sup> classe, détaché en mission au ministère des affaires étrangères, est chargé de la direction du service des fonds et de la comptabilité du ministère des affaires étrangères.

Par arrêté en date du 8 mai 1911 :

M. Chédanne, architecte des affaires étrangères, a été révoqué de ses fonctions.

---

*Le Propriétaire-Gérant : LEQUEUX-LECAT.*

---

